



Photo Joss Dray

Trimestriel réalisé
par des habitants
de Blanc-Mesnil

Seine-Saint-Denis (93)

● n°9 juin/ juillet/ août 2008 ● Avec le soutien de la Fondation Abbé Pierre, du Conseil Régional d'Ile de France et de la maison des Tilleuls ●

Quelque chose qui ne meurt pas...

« Dire : cette vie est un jardin de roses, c'est mentir. Dire : cette vie est un champ de ruines, c'est mentir. Dire : je sais les horreurs de cette vie et je ne me laisserai jamais d'en débusquer les merveilles, c'est faire son travail d'homme.../... », cette pensée de Christian Bobin¹ nous aura guidés tout au long de l'expérience de *Vu d'ici*.

Nous avons cherché à parler de notre vie et de la vie autour de nous dans un processus de construction collective d'un regard et d'une parole libres sur le monde. En dire les horreurs et surtout en débusquer les merveilles, toutes les formes de résistance.

Faire un journal comme un point d'ancrage, dans un quartier, un lieu – la maison des Tilleuls –, pour recréer des liens, des échanges, du témoignage et du rêve, un être-ensemble.

L'expérience aura duré deux ans et elle s'achève. Ou en tous cas, nous la suspendons.

Elle nous aura permis de mesurer le niveau d'engagement absolument indispensable à l'élaboration d'un journal qui soit réellement un journal réalisé par les habitants, avec l'accompagnement de professionnels, d'apprendre les uns des autres et les uns avec les autres.

Nous arrêtons autant pour des questions d'ordre financier que pour des réflexions d'ordre éthique.

Le journal est subventionné par le Conseil Régional d'Ile de France qui ne renouvelle pas son engagement au-delà de deux ans et par la Fondation Abbé Pierre qui attribue globalement des fonds à la maison des Tilleuls. Il nous semble juste de ne pas mobiliser ces fonds *ad vitam eternam* et de laisser la possibilité à d'autres projets de se réaliser. Or nous n'avons pas trouvé d'autres relais pour poursuivre l'expérience de *Vu d'ici*.

Un journal avant d'être une publication est une dynamique de groupe et de travail qui n'a de sens pour nous que si elle ne s'essouffle pas. Or cet essoufflement, lié aux attaques dont nous avons fait l'objet, à la difficulté de diffusion de *Vu d'ici*, et à la fragilité des processus d'engagement sur le long terme, nous guette...

Nous ne voulons faire un journal ni moins beau ni moins exigeant et préférons laisser *Vu d'ici* comme quelque chose qui ne meurt pas. Une expérience réalisée par des habitants et qui peut à tout moment renaître pour peu qu'ils en expriment le désir et que ce désir soit entendu par des institutions censées être à leur écoute.

Pour cela, nous en garderons le site ouvert et en activité.

SOMMAIRE

Edito	p. 1
Ni délinquant, ni révolté !	p. 2/3/4
Ils sont manipulés!!!	p. 5
Au revoir !	p. 6
Vu d'ici touche à sa fin	p. 6
Se sentir chez soi à la maison des Tilleuls...	p. 7
La Pluie	p. 7
La culture comme enjeu d'égalité pour tous !	p. 8
Le CILDA sur les planches	p. 9
Cité Alizard	p. 10
Fatiha, par le MIB	p. 11
«Aller au-delà des pleurs... On peut le faire!»	p. 11
La voix de Fatiha m'est rentrée dans l'oreille	p. 12
Tribune	p. 13
Toutes mes pensées se tournent vers toi Fatiha.	p. 14
Salut !	p. 14
Egalité, liberté, fraternité, il y a encore du chemin à faire...	p. 15
Il y a 60 ans, la Nakba	p. 16
Le miracle de Mai	p. 18
Algérie-France Récits de vie croisés	p. 19
Cultures urbaines	p. 20
À la recherche de ses racines	p. 22
Agenda	p. 22
La boîte : un sport de réflexion et d'intelligence	p. 23
Chronique d'une insécurité ordinaire : les discriminations	p. 24

Vu d'ici

1. Bobin-Boubat, Donne-moi quelque chose qui ne meurt pas, Gallimard, 1996.

Ni délinquant, ni révolté :

Voir les «**émeutes** de novembre 2005» à partir de l'expérience d'**adolescents** et de **jeunes adultes**

● enquête

Rouvrir le dossier des «**émeutes de novembre 2005**» auprès des adolescents et des jeunes adultes, n'a pas été le même travail qu'auprès des femmes qui fréquentent la maison des Tilleuls (voir *Vu d'ici* n°8). Le projet de «donner la parole» à ceux qui sont les sujets favoris des médias et des élus politiques en temps de «crise» et qui ne sont finalement que rarement sollicités en leur nom propre pouvait apparaître comme une moindre réparation. Cette entreprise constituait une sorte de droit de réponse. Pourtant demander de parler à ceux qui sont davantage «interprétés» qu'interprètes s'est avéré une entreprise délicate. Un tel sujet pouvait sembler suspect après tant de commentaires qui ont souvent fait porter le mauvais rôle aux jeunes habitants des quartiers populaires. «Encore un stigmata de plus à porter comme autant de clichés à supporter» pouvaient penser les participants à cette enquête.

Pour sortir des clichés et des analyses réductrices, il fallait en premier lieu s'attacher à replacer ces faits dans leur contexte d'apparition. Notamment, il était nécessaire de comprendre ce que signifie grandir dans un quartier d'habitats sociaux. Ainsi j'ai pu m'entretenir avec une majorité de jeunes sur leurs histoires scolaires, familiales, leurs amitiés, leurs ancrages territoriaux, leurs aspirations professionnelles mais aussi sur leurs loisirs ou leurs amours. Tous ces éléments permettent de restituer les conditions d'existence des adolescents et des jeunes adultes de milieu populaire et dont les familles sont souvent arrivées des vagues de migrations des dernières décennies. Sans ces préalables, on ne peut que se tromper sur le déroulement de ces «émeutes»¹.

La seconde orientation était de prendre en compte la parole des filles (souvent négligée) comme celle des garçons habitant dans les quartiers du nord, du sud comme du centre de la ville. Il a fallu également se défaire des élaborations médiatiques et politiques et notamment renoncer à la figure de «l'émeutier». Un vocabulaire si flou est toujours piégé et réducteur car en focalisant sur les uniques actes «d'émeutes», il dénie toute autre forme d'existence sociale. En qualifiant les auteurs de ces actes et donc en les réduisant à ces actes, on participe à créer l'image en négatif de «l'émeutier». C'est sur ces bases qu'ensuite, on s'interroge sur leurs raisons d'être et leurs motivations ; soit une bien étrange manière de poser un problème.

1. Des expériences multiples des «émeutes»

C'est par l'intermédiaire des animateurs et des éducateurs des structures municipales et associatives que j'ai pris contact avec la plupart des participants à cette recherche. J'ai également suivi durant plusieurs mois, différentes activités et manifestations organisées par et pour la jeunesse blanc-mesniloise. J'ai donc réalisé des entretiens avec des jeunes filles et garçons âgés d'entre 16 et 25 ans. La plupart participent à la vie de la commune en siégeant au conseil local des jeunes, en prenant part aux associations culturelles (danse, rap, théâtre) ou en tant que membres de clubs sportifs. Quelques-uns ont arrêté leur scolarité et sont entrés dans le monde du travail avec plus ou moins de réussite. Mais la majorité poursuit encore des études professionnelles, techniques ou générales et supérieures. Ils habitent et vivent dans les différents quartiers populaires du Blanc-Mesnil, souvent encore chez leurs parents. Chaque

rencontre s'est révélée dans son originalité avec ses nuances, ses moments de connivence ou de retenue.

Le point de vue sur les «émeutes» est très fortement lié à l'expérience qui en a été faite. Les garçons se trouvaient majoritairement dehors en bas des tours et sont descendus «pour voir», chercher leurs frères ou surveiller les voitures de la famille, des voisins. Cet état de tension a souvent vu des altercations et des menaces s'échanger entre les jeunes eux-mêmes ou avec des adultes. Les filles qui ont été interrogées ont eu un regard plus distant. Elles sont restées au domicile familial et ont souvent vécu ces émeutes depuis leur fenêtre ou leur balcon. Elles témoignent également des coulisses de ces événements, écoutant les discussions dans les halls d'escalier et se mettant au courant des différents incidents arrivés durant la nuit. Ainsi c'est la richesse des points de vue exprimés qui permet d'offrir une autre image moins simplificatrice et plus nuancée des «émeutes», avec leurs hésitations et leurs tensions. Selon l'âge, le niveau scolaire et l'intérêt pour les questions «de société» ou les sujets politiques, les interprétations fournies ont considérablement varié. Le niveau d'information relatif aux faits qui se sont déroulés à Clichy-sous-Bois en atteste.

La «bavure» policière à l'esprit
Et toi pendant cette période, tu ressentais quoi ? Tu étais en colère quand même, tu étais calme, tu avais peur ?

Non, peur, je crois pas trop. Mais j'étais angoissée... c'était normal, j'étais en colère.

En colère contre qui ?

La police ! La police de toute façon. La police, la police. Ben, ce sont eux qui les ont tués. C'est la police. C'est la police pour moi. Non c'est pas bien ! S'ils font ça c'est grave facile... Dès qu'il y a un truc, tu vas tuer pour rien du tout. Pour rien, ils leur ont tiré dessus...

Enfin, ils sont morts dans le transformateur...

Ouais, mais ils se sont cachés quand même...

Ouais, mais ils ne les ont pas tués.

Ouais, ils ne les ont pas tués, mais voilà. C'est à cause d'eux, s'ils ne leur avaient pas couru derrière... Il n'y aurait pas eu tout ça. En plus, un Noir et un Arabe... (*Rire désabusé*). C'est grave.

Pourquoi ?

Vu, que c'est en général toujours, on est en train de parler de la cité : «Ah, les Noirs et les Arabes...». Enfin, voilà, il y en a qui disent : «la cité c'est les Noirs et les Arabes», mais il n'y a pas que nous dans la cité ! Donc voilà.

Imen², 16 ans, en classe de 3^{ème}

Face à cette mosaïque de témoignages, nous avons essayé de restituer les points originaux qui sont rarement évoqués dans la compréhension du déroulement de ces faits.

2. La portée symbolique des événements de Clichy-sous-Bois

Une profonde indignation et colère transparissent de la vingtaine d'entretiens réalisés lorsque l'on évoque les événements de Clichy-sous-Bois. Les souvenirs que chacun en a gardé, sont brouillés, distordus mais ils font référence à une grave offense. La réception de ces événements initiaux indique leur très forte dimension symbolique.

La fuite face à un possible contrôle de police est symptomatique de la dégradation des relations que les jeunes habitants des quartiers populaires entretiennent avec les forces de l'ordre. Mieux vaut ne pas rencontrer la police quitte à prendre des risques énormes. Les agents prévus au maintien de l'ordre et de la sécurité sont ici à l'origine du désordre.

Ensuite les deux jeunes adolescents morts dans le transformateur sont des descendants des vagues de migrations maghrébines et d'Afrique subsaharienne, soit celles qui sont les plus stigmatisées et mises en avant dans le discours public. Sur ces bases, l'émotion provoquée était déjà intense, mais l'épisode de la bombe lacrymogène, qui a explosé à l'entrée de la mosquée Bilal, a exacerbé le sentiment d'un profond irrespect.

Ils ne respectent plus rien du tout !

Pour toi, c'est plus la bombe lacrymogène qui a...

Ah oui, on peut jamais oublier ça en plus, c'est la bombe lacrymogène qui a tout déclenché. Ils se sont dit : «mais comment ça les force de l'ordre, ils ne respectent plus rien du tout ou quoi». Parce que la mosquée, c'est sain. Tu vois. Comment ? Les jeunes sont



Graffiti RER gare du nord, novembre 2006.
Photo Samir Hadj Belgacem

en train de prier et ils ont lancé... et ils mettent une bombe lacrymogène dedans. Non, c'est ça qui a été le déclencheur aussi.

Moussa, 25 ans, animateur

Il faut garder à l'esprit qu'après le 11 septembre 2001, les discours sur la peur et la radicalisation des pratiques de l'islam se sont fortement développés. Cet enchaînement particulier de faits s'est combiné avec le mépris gouvernemental augmentant une défiance déjà élevée et alimentant un ressentiment déjà profond.

**Tu as la haine
Et pour toi, c'était justifié ou pas ?
Qu'est-ce que tu t'es dit ?**

Moi quand même, j'étais vénéner (énervée), pour ce qu'il a dit Sarko et tout ça. Mais moi, je me disais : «Moi aussi je vais foutre la merde» mais ça sert à rien. Je me disais dans ma tête : «Ça va rien avancer. Ça sert à rien». Je me suis dit : «Bon, eux, ils font leur truc... J'étais un peu... il y a des trucs tu vois qu'ils faisaient : Ouais. Mais il y a des trucs, je me disais : «franchement ça sert à rien, pourquoi ils ont fait ça ?» Et après ouais, tu te disais : «ils ont essayé de se venger et tout ça». Mais c'est vrai, la semaine qui s'est passée, tout ce qu'il s'est passé. La mort de Bouna et Zyed, comment Sarko, il a parlé et tout. Franchement, tu as la haine.

Et la grenade lacrymogène, ça a joué ?

Voilà, dans la mosquée, tout ça. Tout le monde était choqué, ils sont devenus fous. Même moi, j'étais choquée. Moi je me disais, je ne peux rien faire. Je vais pas faire n'importe quoi, mais il y avait des trucs qu'ils faisaient, tu as vu. J'étais bien contente quand même. Mais voilà.

Et tu étais aussi partagée ?

Moi je me disais ça, moi franchement, j'ai dit : «c'est pas bien ce que vous faites». Mais après j'ai dit : «Ouais, je comprends un peu». Ils ont grave la haine. Ils sont dégoûtés et tout. Franchement, les phrases qu'il a dit, plus la mosquée, tout ça... c'est un truc de fou. Moi, je me disais quoi : «Peut-être même que ce sera un début de guerre ou un truc comme ça». Je me suis dit : «ils ne vont pas s'arrêter». Mais après, ça s'est arrêté, ils se sont calmés.

Ameba, 17 ans, BEP

Les phrases du ministre de l'Intérieur mais aussi les doutes envisagés sur l'innocence des trois compagnons en fuite face au contrôle de police ont fait leur œuvre confortant le systématique discrédit porté sur la jeunesse des quartiers populaires. Les événements de Clichy ont envahi la sphère publique mais également privée. Si l'incident initial impliquait les relations entre les jeunes et la police, l'épisode de la bombe lacrymogène dans la mosquée a élargi les motifs d'indignation aux familles en touchant une grande partie des populations de ces quartiers populaires dans leur conviction religieuse ; soit un des symboles les plus forts et structurants. C'est l'extension des faits sur le front symbolique qui a permis à ces «émeutes» de déborder la seule dimension locale pour prendre un caractère national.

3. Les «émeutes» du Blanc-Mesnil plus controversées

Autant la légitimité des «émeutes de Clichy-sous-Bois» n'a pas été contestée, autant celles qui se sont déroulées au Blanc-Mesnil ont fait l'objet d'une plus grande controverse. L'unanimité du sentiment d'injustice et de révolte initial laisse place à davantage de reproches, de doutes et d'interrogations quant à leur «nécessité», leurs motivations.

«J'étais dégoûtée...»

Mais franchement, quand je suis arrivée et que j'ai vu le stade... Truc (elle a oublié le nom), qui avait brûlé...

Jean-Macé ?

J'étais dégoûtée parce que moi, je faisais la gym là-bas. J'étais grave dégoûtée. Je me suis dit pourquoi ils ont fait ça et tout. Tu vois le CST (Centre social des Tilleuls) aussi. Je me suis dit : «vas-y, on fait quoi nous ? On fait comment ?». Je voyais, il était tout noir le bâtiment. J'étais quand même dégoûtée qu'ils aient brûlé dans la cité et tout. Mais après voilà hein !

Faouzia, 18 ans, BEP

Ce n'est pas tant la peur que les adolescents et jeunes adultes semblent avoir le plus ressenti mais de la détresse, de la déception et de l'impuissance. Les témoignages reviennent également sur la médiatisation des événements sur les chaînes de télévision mais aussi sur les téléphones portables ou sur Internet avec les vidéos d'incendies ou d'altercations avec les forces de l'ordre. La surprise de retrouver des images de lieux familiers à la télévision ont marqué les esprits et alimenté la dynamique de compétition et de concurrence.

Blanc-Mesnil à la télé !

Ouais, après j'ai compris c'était quoi. C'était plus de la vengeance après. C'était voilà, on fait concurrence... C'était celui qui passe à la télé, l'engrenage. En plus, ils faisaient des trucs, c'était trop marrant. Ils faisaient des trucs... tac... tac. Après, ils attendaient... Et puis après ils rentraient tous chez eux et ils regardaient les informations. «Tema, il y a Blanc-Mesnil et tout». Tu sais, c'était voilà. Ils disaient : «ah, regarde il y a Blanc-Mesnil». Même moi, je regardais, ça faisait bizarre. Tu vois, tu vois ta cité et tout, à la télé. En plus, ils disent la cité des Tilleuls, nanana. J'ai dit : Oh la la...

Ameba, 17 ans, BEP

Ce climat oppressant était perceptible surtout en soirée. La forte présence des forces de l'ordre n'a pas eu pour seul effet de calmer les esprits. L'arrivée de différents corps de force de l'ordre avec une ignorance plus ou moins prononcée du contexte d'intervention ont pu raviver des contentieux plus anciens entre les jeunes et la police.

4. Un mouvement «d'émeutes» pour l'honneur et par solidarité

Dans les récits sur les émeutes du Blanc-Mesnil, on constate une oscillation entre deux pôles antagonistes qu'il semble difficile de séparer : condamnation et compréhension. Les dégradations et les incendies sont condamnés surtout quand ils concernent des biens individuels (des voitures) mais le désaccord se situe davantage sur les modes d'action employés. L'existence d'un climat légitime de protestation n'est pas suffisante pour comprendre de tels agissements et les seules préoccupations des jeunes participants. Les explications en termes de concurrence entre territoires recueillent incontestablement un meilleur écho par rapport à l'expérience des jeunes interrogés.

*Cité des Tilleuls, 2005.
Photo Joss Dray*



Mais l'étonnement est venu également de la disproportion des moyens policiers et du dispositif de sécurité déployé. La semaine d'«émeutes» renvoie à l'impression d'une ville en état de siège, à une ambiance de guerre.

«Descends, c'est la guerre dehors !»

Et toi, tu te souviens des premiers moments quand ça a commencé ? Quand ça a commencé à brûler des choses dans la ville, tu étais où ? Tu étais dehors ? Tu étais chez toi ?

J'étais chez moi. Un pote à moi, il me téléphone, il me dit : «Descends, c'est la guerre dehors !». Moi, je descends, t'as vu. Je suis curieux quand même un peu. Tu vois. Et je descends et c'est le gymnase des Tilleuls qui était en train de cramer.

Ah ouais...

Ah il brûlait bien ! On le voyait de... On voyait une grosse fumée depuis la cité. Après, on est parti voir aux Tilleuls. Après, je suis rentré dans ma cité et les petits, ils étaient en train de brûler des voitures. Ils avaient mis une voiture au milieu de la route. Ils ont brûlé des poubelles. Je suis resté, j'ai discuté et puis je suis monté.

Il y avait vraiment une ambiance de guerre ou c'était plutôt...

Ah ouais, c'était la guerre parce que le lendemain, je suis descendu et il y avait les keufs et ils faisaient des barrages, des CRS. Tu vois c'est ça qui est lourd après, c'est... Par exemple, tu es posé dans ta voiture. Tu vois, tu trouves un camion de CRS, ils commencent à t'embêter pour rien. Tu te fais contrôler deux, trois fois par jour. Tu prends ta caisse, tu te fais contrôler pour rien. Tu marches, tu te fais contrôler. Ça ramène plein de keufs de Blanc-Mesnil pour rien. Ça sert à rien, tu vois.

Icham, 20 ans, intérimaire

Une compétition honorifique

Moi, ça me faisait rigoler que ça brûle un peu partout, tu vois, mais pas le Forum. La bibliothèque, il y a des livres, tout ça.

C'était vraiment une histoire de compétition ?

Mais c'est pour ça qu'il y a eu des émeutes de toutes façons. Franchement, ce n'était que de la surenchère. Ils s'en foutaient qu'il y ait trois petits qui soient morts.

Deux.

Ouais, deux. Qu'il y ait deux petits qui soient tués. Franchement.

Et la lacrymo dans la mosquée, c'était un prétexte ?

C'est un prétexte, ben ouais, après c'était pour faire mieux que la ville d'à côté.

C'est notre génération qui est comme ça de toute façon. Quand tu vas aux Etats-Unis ou quoi, ils font des choses pour sortir de l'ordinaire. Ils veulent jouer avec le feu. C'est pareil, notre génération c'est comme ça. Il y a pas de... toutes ces histoires de malaise social, j'y ai pas cru.

Non, c'est parce que c'est un désintéressement total. Tu vois ce que je veux dire. Les gens, s'ils étaient vraiment impliqués, intéressés, tu vois, ils se seraient organisés mais là, ils s'en foutaient tous, tu vois. Et les émeutes et tout ça, moi, je comprends, ce qui s'est passé à Clichy et tout ça. Franchement, je leur donne totalement raison. Parce que voilà, tu peux... Voilà, c'est des coups de sang surtout quand tu connaissais les deux petits ou quoi. Mais dans les autres villes et tout ça, c'est plus pour s'amuser. Sinon, les gens, ils n'en avaient rien à faire.

Alexandre, 21 ans, étudiant

Le discours sur leurs aspects ludiques et compétitifs met surtout en évidence le fonctionnement des sociabilités adolescentes³ et du système de valeurs lui correspondant plutôt que la dimension politique dans le passage à l'action émeutier.

Le sentiment d'un honneur collectif bafoué est incontournable dans la lecture de ces événements. La logique de concurrence, qui s'est instaurée entre les jeunes de différents quartiers ou villes, participe d'une réparation symbolique où la compétition conduit à la surenchère. Ainsi pour être reconnu parmi ses pairs (les autres jeunes habitants des quartiers populaires), il faut être «respecté» et donc «faire honneur» à sa réputation. La réputation passe donc par la capacité à ne pas subir l'affront et à réagir sur le mode valorisé et partagé par le groupe même s'il contrevient aux normes et valeurs dominantes. L'inversion des valeurs au moment de l'adolescence répond à une période où les apprentissages des normes sociales sont intenses et contraignants. S'investir dans «l'émeute» permet de marquer à la fois son appartenance au groupe (être solidaire) et à son système de valeurs (réparer les différentes offenses par l'atteinte aux biens collectifs et plus rarement aux personnes physiques représentantes de l'autorité).

La réputation comme enjeu

Je te dis, c'est la compétition. Chacun veut montrer que sa ville est dangereuse, tu vois ?

Un quartier «chaud», une ville «chaude».

Ouais, voilà, les mecs d'Aulnay, ils veulent montrer «c'est nous qu'on brûle», les mecs de Bondy, ils veulent montrer «c'est nous qu'on brûle le plus», les mecs de Blanc-Mesnil, ils veulent montrer «c'est nous qu'on brûle le plus». Après, ça fait que c'est le feu partout, tu vois. Voilà.

Et les parents comment ils ont réagi par rapport à ça ?

Mon père, il passait son temps à les traiter, les insulter. Dès qu'il regardait la télé, «mais regarde-moi, ça. C'est pas possible...»

Et ta mère, elle était plus compréhensive ou pareil ?

Ma mère, elle était un peu plus compréhensive. Elle disait : «ouais regarde : ils ont tué deux jeunes», je sais pas quoi. Elle me dit : «ouais après c'est vrai, ils ont raison après, c'est vrai que le boulot» (les jeunes n'ont pas de boulot).

Ouais donc c'était partagé, ce n'était pas condamner pour condamner...

Ouais, non, t'as vu. Ma mère, elle a dit ce n'est pas bien ce qu'ils font, ils brûlent la voiture de leur voisin... mais il faut les comprendre, tu vois.

Et toi, aussi, tu comprenais ou tu étais un peu...

Non, moi, je comprends, moi. Je comprends sans comprendre, tu vois parce que j'accepte pas, tu vois.

Parce que tu les connais aussi peut-être ceux qui ont participé, qui étaient là ?

Des mecs que je connais et d'autres pas, tu vois. Quand je te parle, je te parle en général. Je les comprends sans les comprendre, tu vois. Parce que tu as vu moi aussi, j'aurai pu me retrouver à brûler, tu vois. Mais moi, tu as vu, j'ai pas raisonné comme eux.

Icham, 20 ans, intérimaire

Au sein du système de valeurs des adolescents, une «bonne réputation» passe (surtout chez les garçons) par la démonstration de sa force, la mise en danger à travers le défi à l'autorité familiale, scolaire, de l'Etat à travers ses institutions et ses lois. Ces dispositions à la protestation sont d'autant plus probables qu'en milieu populaire, les sensibilités face à l'honorabilité sociale⁴ sont souvent exacerbées. Parmi les formes de protestation, «l'émeute» s'est révélée le mode de règlement le plus adapté.

5. Grandir dans les quartiers populaires : une «jeunesse» paradoxale

Ni révolté, ni délinquant. Finalement, le message qui est ressorti le plus fort des différents entretiens a été celui du respect et d'une juste reconnaissance. Ces jeunes Français des quartiers populaires qu'ils soient ou non descendants de vagues d'immigrations anciennes ou récentes n'appellent à aucune révolte ou traitement de faveur mais à un égal respect (face aux principes républicains). Les études sociologiques enseignent que le moment de l'adolescence ne prend pas les mêmes traits selon les différentes couches sociales. Cette période de la vie possède en milieu populaire, ses caractéristiques propres marquées par une forte ambivalence découlant d'in-

jonctions sociales paradoxales. Ainsi ce temps de la jeunesse est souvent écourté quand les responsabilités domestiques arrivent précocement et qu'il faut soutenir la cellule familiale tout en étant disponible aux exigences de l'univers scolaire et des sociabilités adolescentes.

Prendre des responsabilités assez jeune

[...] Tu sais il y avait des gens, ils rentraient chez eux, ils faisaient leurs devoirs, mais moi c'était pas ça. J'aidais ma mère. Ma mère, elle travaillait donc je repassais les habits de mes petits frères. Je faisais la vaisselle, quelques fois, je faisais à manger mais pas toujours.

Tu participais à la vie du foyer comme tu étais le plus grand...

Tout à fait.

Tu avais des responsabilités...

Donc ça c'est... Le truc, c'est que c'est quelque chose que tu ne vois pas souvent chez les familles comoriennes. Chez les familles comoriennes, tu le vois pas souvent.

[...] Mais pourtant, je te le dis comme ça mais je te dis la vérité, je l'ai pas mal vécu. J'ai pourtant vécu une bonne jeunesse et tout s'est très bien passé, mais voilà. C'était vraiment ça. J'aidais beaucoup mes petits frères.

[...] Tu vois, je pense que tout le monde le sait, une mère c'est pas... elle donne beaucoup de choses mais il y a beaucoup de choses qu'elle ne te montre pas. Enfin, tu sais le soir, elle doit réfléchir à beaucoup de choses. Elle a des soucis, je pense qu'elle est comme toutes les mères. Et voilà, donc moi, j'essaie de... Tu vois, d'alléger ma mère, en tout ce qui était «tâches ménagères» pour qu'elle puisse elle-même par rapport à son travail faire ce qu'elle a à faire. [...] Ouais donc voilà, nous vraiment, on... on a vraiment appris à se débrouiller tout seuls et à... Et c'était vraiment prendre des responsabilités assez jeunes. Mais bon franchement maintenant... Que mon père soit pas là, je ne dirai pas vraiment que c'était une bonne chose mais au moins ça m'a appris beaucoup de choses. Beaucoup de choses quand même.

Bakary, 21 ans, étudiant



Banderole sur la maison des Tilleuls, novembre 2005.

Photo Joss Dray

On rentre plus vite dans le monde des adultes à l'intérieur de la sphère domestique mais également par les relations de cohabitation entre plusieurs âges au sein de grandes fratries. Cet aspect de la socialisation dépasse le seul cadre des domiciles exigus car plusieurs générations se côtoient également au niveau de l'enseignement scolaire, des activités de loisir ou de l'espace public. Ainsi les plus jeunes voient et observent ce que font et deviennent leurs aînés. Il existe une forme de transmission

«silencieuse» particulièrement prononcée et efficace entre fratries, entre générations, quand les aînés remarquent avec surprise la précocité «des petits».

Ainsi on grandit vite et parfois trop vite quand les difficultés économiques pressent d'entrer rapidement dans le monde du travail (pour subvenir à ses propres besoins et/ou à ceux de la famille). Mais l'insertion sur le marché de l'emploi passe trop souvent par l'expérience de la précarité faite de petits boulots, de missions d'intérim à répétition ou d'éternels CDD. À travers les difficultés d'accès à un emploi stable, c'est l'entrée dans l'âge adulte qui est refusée et donc de manière paradoxale, le statut attaché à la période de la «jeunesse» qui se prolonge et s'allonge à n'en plus finir. Cette situation tend à repousser le départ du domicile familial et donc les possibilités de mener une véritable vie de couple. Cette «transition qui dure» se traduit par des situations conflictuelles avec les parents comme au sein des fratries. Mais de manière plus diffuse, ce sont également les moyens de s'identifier à un univers professionnel et donc de trouver sa place dans la société, qui sont en jeu. Cet entre-deux social se vit d'autant plus cruellement que viennent s'y greffer des pratiques de discriminations réelles ou supposées, des formes d'humiliation et d'irrespect qui conduisent parfois à des dérapages pour ceux qui subissent les tensions les plus fortes. Ces «émeutes» sont la réponse spécifique d'adolescents et de jeunes adultes à une offense perçue comme collective et impliquant la reconnaissance d'une condition commune. Elles sont le signe tangible du malaise d'un pays qui laisse augurer à tout un pan de sa jeunesse, un avenir sombre comme les nuages de fumée d'une carcasse de voiture carbonisée.

Samir Hadj Belgacem,

étudiant de sociologie en Master à l'EHESS.

1. Nous employons le terme d'émeutes car c'est celui qui a été employé par les adolescents et jeunes adultes. Par ailleurs, il permet d'insister sur le caractère spontané et non structuré comme sur le rôle de la police. Le vocabulaire de violences urbaines est flou et très marqué idéologiquement puisque crée par les renseignements généraux de la préfecture de Paris (RGPP). Enfin les catégories de révolte ou de soulèvement mettent l'accent sur la dimension protestataire mais aussi historique renvoyant aux révoltes politiques et sociales des siècles précédents. La dimension politique est incontournable, quelles que soient les motivations des acteurs. Pour éviter le débat intellectuel stérile entre politisation (révolté) et dépolitisation (délinquant) des événements, nous avons préféré garder le terme d'émeute qui renvoie également à une forme de protestation. Néanmoins, nous mettons les guillemets du fait de son imprécision (faire un tag, casser un abribus, brûler un véhicule ou encore affronter la police sont des faits grandement différents).
2. Nous avons modifié les noms des jeunes ayant participé à l'enquête entre janvier et juin 2007.
3. Des relations qui organisent les rapports d'amitié, de solidarité, de domination, etc. entre les personnes.
4. Pour un développement plus anthropologique de ces questions voir David Lepoutre, Cœur de Banlieue. Codes, rites et langages, Poches Odile Jacob, 2001 (1997) notamment le quatrième chapitre, Honneur et réputation.

Enquête financée par l'ACSE (Agence de cohésion sociale pour l'égalité des chances) et la Fondation Abbé Pierre.

Dans son article à propos de Villiers-le-Bel, *D'une émeute à l'autre : quand l'histoire semble se répéter*, dans le numéro 8 de *Vu d'ici*, Samir Hadj Belgacem nous indique deux erreurs de sa part : La moto utilisée par les deux jeunes habitants n'était pas volée et il ne s'agissait pas d'un commissariat mais d'un poste de police qui avait été dégradé.

Ils sont manipulés !!!

• sur le vif

Depuis quelques années maintenant, on a l'habitude de qualifier le travail que je conduis avec les habitants de «manipulation». Ces critiques ne me sont jamais formulées directement, elles me reviennent régulièrement par divers biais.

Elles ne reflètent pas non plus le sentiment général, du moins j'en ai l'impression, mais leur persistance m'incite aujourd'hui, à m'exprimer à ce sujet.

Cette clarification me semble importante, pour les groupes concernés, pour répondre aux attaques anonymes, donner mon point de vue sur les situations contestées.

Je ne cherche aucunement à me défendre, considérant que je n'ai rien à me reprocher. Je souhaite juste apporter un éclairage sur le sens de ma démarche. Illustrer mon propos par deux expériences significatives qui ont révélé cette idée de manipulation des publics.

La première remonte à 1999, lorsque le conseil local des jeunes a vu le jour à Blanc-Mesnil. J'ai participé à la réflexion avec les élus, l'administration, sur les objectifs de cette instance de participation proposée aux jeunes par la municipalité. Travaillé au sein du service municipal de la jeunesse à la mise en place de ce premier conseil. Enfin, j'ai animé la commission droit, composée de douze membres, sept garçons et cinq filles âgés de 16 à 23 ans, durant les trois années de son mandat. Animer la commission consistait à aider les conseillers par différentes techniques d'animations, à définir leurs orientations de travail, puis les accompagner dans leurs démarches.

Que voulaient-ils aborder comme préoccupations? Quels regards portaient-ils sur le sujet? Leur perception des problèmes était-il partagé par d'autres?

A partir de ces questionnements, les jeunes ont débattu entre eux des axes de travail pour les années à venir, une priorité a émergé très vite des discussions collectives: les rapports police/jeunes.

Cette question s'inscrivait dans un contexte local de tension entre la BAC et les jeunes d'un quartier. Le souhait d'y travailler représentait pour les jeunes qui ont proposé ce sujet, un moyen d'essayer d'y réfléchir collectivement, avec l'idée qu'il fallait que les tensions s'arrêtent avant qu'il n'y ait un drame.

Voilà pour le contexte.

Si au départ cette proposition émanait de quelques jeunes, très vite ils ont obtenu l'adhésion du reste du groupe, en élargissant le travail de la commission à d'autres sujets tels que le fonctionnement de la justice, la prison, les discriminations. En trois ans, ce groupe est passé de douze à plus de quarante jeunes, de différents quartiers de la ville. Ils se réunissaient tous les mardis soir, réunion qu'ils voulaient ouverte à tous. Cette commission a réalisé quatre documentaires vidéo:

– *Paroles*, documentaire de 20 minutes réalisé en 1999, regard des jeunes sur leur situation, leurs aspirations, leurs attentes vis-à-vis de la municipalité.

– *La citoyenneté en prison*, réalisé en 2000 dans la prison de Villepinte. Ce document pose la question de l'incarcération et du droit des jeunes détenus, de la sortie de prison et la réinsertion.

– *Garde à vue, garde à toi mode d'emploi* réalisé en 2000 avec La Cathode vidéo, traite des rapports police/justice/politique et jeunes.

– *Bilan*, réalisé en 2001, regard des jeunes sur leurs expériences de conseillers.

Ils ont organisé plusieurs débats publics, qui ont à chaque fois rassemblé beaucoup de monde, participé à des rencontres aux Minguettes, à Toulouse, à Marseille, Lille, Saint Denis, Stains etc. Écrit régulièrement dans le journal des jeunes, *Ça bouge* sur l'état d'avancement de leur réflexion. Participé à des colloques, dont celui organisé par les CEMEA (Centres d'Entraînement aux Méthodes d'Éducation Active) sur la participation, en 2001. Enfin, collaboré à l'écriture d'un livre, *L'Alternative jeunesse*, paru aux éditions de l'Atelier en 2002, sur l'initiative de Profession Banlieue.

Ce furent pour moi, trois années très riches, très dense où je les ai vus s'impliquer sans compter. Ce n'était pas toujours simple, mais si j'avais cherché la simplicité je n'au-

rais évidemment pas accompagné ce travail.

Ce fut pour moi une expérience très formatrice, mais aussi très compliquée à gérer.

Soit je suivais les propositions des jeunes et les aidais à prendre du recul pour réfléchir aux problèmes soulevés, ce que j'ai fait. Soit je décidais de ne pas prendre en considération leur demande, d'influer sur leur proposition afin de les amener à choisir une autre problématique. Je pense que j'aurais perdu une bonne partie du groupe et n'aurais pas obtenu le même niveau d'implication.

Très rapidement, les critiques ont fusé: sur le choix des sujets, la composition de la commission (type de jeunes impliqués).

La situation s'est envenimée quand la presse s'en est empa-

lisations possibles. Proposer les outils de réflexion permettant ensuite à chacune de s'approprier ses codes. Enfin réagir et agir pour donner leur lecture du monde grâce aux images qu'elles auront choisies. Deux expositions avaient donc été créées.

La violence de la réalité avait rattrapé et propulsé le groupe de femmes sur la scène publique au moment des révoltes de novembre 2005. Elles étaient devenues le collectif *Quelques unes d'entre nous*. Toujours présentes dans les moments de joie comme dans les moments difficiles. Après leur implication dans la gestion en proximité des révoltes, elles se sont engagées pour une partie d'entre elles dans une nouvelle aventure: le théâtre, et participé à la naissance du texte *Le bruit du monde m'est rentré dans l'oreille*. La



Fin de la marche des habitants, novembre 2005.
Photo Joss Dray

rée; en effet, le travail réalisé par ce groupe a dépassé les frontières de Blanc-Mesnil, articles dans les journaux nationaux, deux sujets de Saga Cité réalisés sur ce groupe, etc.

C'est à ce moment-là que sont apparus très fortement à mon égard les critiques de «manipulation», mettant en doute le choix des jeunes. Ils n'avaient pas pu décider de

travailler sur ces sujets. J'avais certainement par différents moyens (je ne sais lesquels!) réussi à les embarquer dans une réflexion qui n'était pas la leur...

Nous étions en 2001. 2006, me voilà à nouveau plongée dans ces accusations de «manipulation». Le

11 janvier 2006, nous sommes au Forum de Blanc-Mesnil, un moment important pour nous. Nous invitons la population, les partenaires institutionnels, les élus, la presse, au vernissage de l'exposition *Quelques unes d'entre nous, faire vivre et voyager nos rêves*. Exposition photos réalisée par un groupe de femmes qui participe aux activités de la maison des Tilleuls. On me rapporte quelques propos tenus ce jour: «les femmes n'ont pas pu réaliser ce travail...»

Le projet d'exposition s'inscrivait dans une réflexion portée par le centre social dès 2003, autour des images véhiculées largement dans la presse, les représentations, les préjugés sur les populations des quartiers.

Prendre le temps de réfléchir à l'usage de la photo, de l'image, dans notre société. Prendre conscience de ses uti-

lournée théâtrale européenne leur permet de raconter et interpréter leur vision du monde, de confronter avec d'autres publics leurs perceptions. Mais aussi de recevoir.

Message de soutien, d'adhésion, de reconnaissance qui vous donne encore plus de force pour poursuivre.

C'est sur l'ensemble de cette dynamique, la démarche globale, s'inspirant du champ de l'éducation populaire, que reposent essentiellement les ingrédients d'une mobilisation collective. C'est par la participation des habitants, à partir de leurs compétences reconnues, leur savoirs valorisés, leur statuts de décideurs, que petit à petit naissent différents collectifs.

C'est parce qu'ils ont le pouvoir d'agir dans le cadre des débats instaurés, parce qu'ils ont connaissance des contraintes et des possibilités, parce que chaque étape du projet est élaborée conjointement, que s'inscrit leur engagement dans l'espace public et politique. C'est aussi parce que nous évaluons ensemble le résultat des actions que nous pouvons en définir les perspectives.

Aujourd'hui donc à nouveau les accusations de «manipulation» vont bon train, à propos du collectif *Quelques unes d'entre nous*, à propos du journal *Vu d'ici*.

Manipuler suppose l'utilisation de différents stratagèmes, pour influencer dans le sens du manipulateur, les comportements des personnes. Manipuler suppose que les personnes agissent sous l'effet de persuasion et non par leur libre arbitre.

Je voudrais juste dire à tous ceux et toutes celles qui véhiculent ce type de discours, qu'ils ont un regard méprisant sur les populations concernées. Ils ne leur reconnaissent aucune capacité à réfléchir, analyser, juger, décider.

Zouina Meddour

Au revoir !

• libre parole

En novembre 2006, paraissait le premier numéro du journal *Vu d'ici* et aujourd'hui j'écris pour le neuvième numéro qui sera le dernier par manque de financements pour pouvoir continuer.

Alors, je voudrais vous parler de mon expérience. Laissez-moi vous emmener dans ce qui jusqu'à présent me paraissait inaccessible. Revenons à ce premier numéro de *Vu d'ici*.

Tous les vendredis : une rencontre à la permanence de rédaction dirigée par Marina Da Silva nous permettait de nous retrouver autour d'un café, d'un thé. Entre nos mains, ces feuilles où nous écrivions pour *Vu d'ici* pour la première fois.

Nous sommes là, une dizaine d'«écrivains débutants». Zouina Meddour, directrice de la maison des Tilleuls est présente, elle aussi a participé aux écrits et était avec nous sur chaque séance. Nous lisons à haute voix nos récits chacun à notre tour, je me souviens que j'avais la gorge sèche, il y avait une écoute, un respect de tous pour chacun. Une discussion suivait dirigée par Marina sur nos sujets, et ce que vous trouviez pauvre dans votre façon d'écrire, prenait une importance et vous rendait assez fier pour cette première fois, et vous étiez motivé avec une forte envie de continuer d'écrire.

Ma rencontre avec l'écriture, je la dois à Mohamed Rouabhi, metteur en scène, acteur, comédien, écrivain qui m'a donné le plaisir d'écrire. Mohamed Rouabhi a animé un atelier d'écriture en 2003 à la maison des Tilleuls. Marina Da Silva, journaliste, m'a donné le pouvoir de m'exprimer sur des sujets de vie.

Lors de ces vendredis, j'ai rencontré bon nombre de personnes, à l'aise ou non avec l'écriture. Des gens qui venaient écrire pour la première fois, d'autres dont c'était le métier et collaboraient à *Vu d'ici*. Déjà, je parle de souvenirs malgré moi... il y avait Stéphane Beaud, sociologue et enseignant, Moustapha ou le plaisir de dialoguer avec un inconditionnel militant actif de la justice et défenseur des valeurs, Rachid et ses points de vue sur les droits des étrangers qui ont donné de superbes débats. Hervé Bramy, conseiller municipal qui a soutenu le jour-

nal et donné son analyse sur les révoltes, Fatiha et Valérie sur le disfonctionnement des hôpitaux, les élèves du collège Descartes, les responsables des associations de la maison des Tilleuls, Albert Mériaux, Elsa Solal auteure et comédienne, Yann, Laurence, Joëlle Bordet, psychosociologue, la rencontre des enfants du Liban... et tant d'autres ! Il est difficile de penser qu'avec toutes ces rencontres, toutes ces personnes qui se sont investies pour faire vivre ce journal grâce à leurs écrits, il ne puisse plus paraître.

Pas moins de 120 textes, plus de 100 rubriques, des dessins choisis, quelque 230 photos où Joss Dray, photographe, avec son matériel accroché sur les épaules, a capté dans son objectif, un regard, un sourire, une vie, pour un instant, pour la mémoire ; un travail qu'elle a su partager avec ceux ou celles qui souhaitaient se lancer dans la photographie.

Durant toutes ces superbes rencontres, Marina nous a épaulés, dirigés, insufflé des idées de textes, mais nous laissait libres du choix, gardant le récit de l'écrivain, respectant sa forme. Car écrire un texte n'est pas si simple. J'en ai pris des feuilles avant de trouver mon début ! Des mots... suivis par des phrases qui succèdent à des lignes... lorsqu'on est lancé, notre cerveau est connecté à notre main et bien vite, je suis en train d'écrire mon texte.

Que l'ont soit pour ou contre ce journal, il n'a pas laissé indifférent, c'en était le but. J'espère bien vite vous faire lire de nouveau nos récits, peut-être plus dans ce journal, mais sous une autre forme, où de nouvelles rencontres pourront se faire. Car c'est bon d'écrire, c'est un plaisir, un enrichissement. Essayez, prenez une feuille et commencez ! Même si ça ne prend pas tout de suite, ce n'est pas grave, continuez, persévérez, et – qui sait ? – nous pourrions nous retrouver autour d'un café, d'un thé, à lire nos textes.

Alors je vous dis à bientôt, au revoir.

Colette



Photos Joss Dray

Vu d'ici touche à sa fin

Le journal ne paraîtra plus (pour une période indéterminée mais pas définitivement, nous l'espérons) en édition papier. Les subventions manquent pour continuer d'éditer ce journal d'une belle qualité. C'est la perte d'une tribune libre, chose qui se fait rare de nos jours. Pour une fois, il était possible à qui le souhaitait de s'exprimer sur le sujet de son choix, à armes égales avec des journalistes : les comités de rédaction pour discuter des sujets, le soutien de Marina pour l'écriture, les superbes illustrations de Joss et surtout dans un journal avec un beau format, édité à 5 000, puis à 3 000 exemplaires.

Vu d'ici c'était la garantie de ne pas être censuré et d'être diffusé localement, mais également de sortir de nos frontières grâce à la diffusion du titre auprès de nombreux partenaires et également au site Internet.

Vu d'ici, c'était des rencontres, la possibilité de mettre en avant des artistes à qui les médias n'offrent pas assez de reconnaissance : Casey, Mehdi Slimani.

Vu d'ici c'était le choix d'écrire librement sur des sujets qui ailleurs auraient fait polémique ou n'auraient pas été publiés, et c'était surtout la chance de pouvoir dire le monde, pouvoir dire notre monde.

Un jour, je suis allée au commissariat déposer une plainte, les deux policières qui m'ont accueillie étaient en train de lire l'entretien de Nadir Dendoune à propos de son ouvrage sur Nicolas Sarkozy¹. Je n'ai pas entendu leur avis et n'ai pas envie de le connaître, mais quel qu'il soit, seul *Vu d'ici* m'a permis de vivre cette scène plutôt atypique.

Les initiatives de ce type fleurissent un peu partout, notamment en Seine-Saint-Denis, elles sont le reflet de l'état actuel de la société et des médias qui stigmatisent les habitants des quartiers populaires. La campagne du conseil général clamait «Décollez l'étiquette»², il est vrai qu'il ne s'agit plus d'une étiquette mais d'un sceau apposé sur notre département. Niant toutes ses richesses et mettant en avant son «côté obscur». Alors il y a le

Bondy blog, le magazine *Dawa*, les ateliers de journalisme, le hors série du magazine *Altermonde*, numéro spécial sur la Seine-Saint-Denis, co-écrit par des jeunes du département. Il faut encourager toutes ces prises de paroles à une période où l'Etat applique la devise du «diviser pour mieux régner». Tous ses titres menacés par le manque de moyens.

Il en va de même pour le monde associatif, qui voit ses subventions se réduire, voire s'anéantir de jour en jour. Le lien social ne doit pas se briser car c'est lui qui nous permettra d'avancer, de plaider notre cause. Chaque prise de parole est importante.

Aïcha

1. Voir *Vu d'ici* n°6

2. Voir www.appeldes93.fr

Se sentir **chez soi** à la maison des Tilleuls...

• expérience

C'est l'histoire d'une belle expérience, c'est mon histoire. Celle que l'on a surnommée «la stagiaire», ce qui maintenant me fait sourire! Mais je suis avant tout Allégra, étudiante en 2^{ème} année de formation d'Assistante de Service Social à l'Ecole Normale Sociale dans le 18^{ème} arrondissement de Paris. Dans le cadre de ma formation, je devais effectuer un stage d'une durée de six mois et dont l'objectif est l'Intervention Sociale d'Intérêt Collectif, c'est-à-dire des actions en faveur des groupes.

Etant intéressée par des actions en faveur de la famille et de l'enfance, j'ai choisi d'effectuer mon stage dans un centre social qui est un champ d'action où la famille est réellement présente. J'ai été orientée vers la maison des Tilleuls par les deux stagiaires en formation d'Assistante de Service Social qui m'ont précédée. Elles m'ont raconté leur expérience de stage à la maison des Tilleuls et m'en ont fait l'éloge. Elles m'ont littéralement convaincue! «Tu verras, c'est une véritable expérience humaine que tu vas vivre!» me disait l'une, pleine d'en-

train. «C'est un terrain de stage comme tu n'en as jamais vu!» me disait l'autre. A les entendre parler de la maison des Tilleuls de la sorte, cela a tout de suite attiré ma curiosité et l'envie de découvrir ce lieu, il n'y avait pas d'hésitation possible! Et quel meilleur terrain de stage pour rencontrer les familles que la maison des Tilleuls? Et pourtant, avant de commencer, j'avais quelques appréhensions: je ne connaissais pas le département de la Seine-Saint-Denis et encore moins la ville du Blanc-Mesnil. Mais toutes mes craintes se sont envolées lorsque j'y ai mis les pieds. Dès la première fois que je suis venue à la maison des Tilleuls, je m'y suis sentie chez moi; se sentir bien dans un lieu n'est pas à la portée de tous les lieux où l'on va. A la maison des Tilleuls, on se sent «comme chez soi, comme à la maison». C'est un lieu où l'expression «*mi casa es tu casa*» prend tout son sens.

La maison des Tilleuls est un lieu phare du Blanc-Mesnil, marqué par l'histoire, notamment avec les révoltes des banlieues de novembre 2005, pôle d'initia-

tives aussi bien des habitants que des professionnels avec la naissance de divers collectifs tels que le collectif *Quelques unes d'entre nous* qui regroupe des femmes différentes par leurs personnalités mais qui partagent la même volonté de promotion et de défense de la banlieue et de ce que l'on y fait, ou le CILDA, Collectif d'information et de lutte discrim'action... C'est un lieu d'écoute et de partage avec une équipe véritablement attentive.

Durant ce stage j'ai appris énormément de choses aussi bien sur le plan professionnel que sur le plan personnel. Ma future conduite en tant que professionnelle en sera forcément affectée. Ce que l'on pourrait retenir de ce stage c'est que peu importe le lieu, que ce soit en Seine-Saint-Denis ou ailleurs, des projets ne naissent que si on leur laisse le temps et la place pour bien se former.

Allégra Owassa

La Pluie

• théâtre

Je suis déjà transportée de plaisir lorsque j'apprends la programmation au Forum de Blanc-Mesnil, d'une pièce de théâtre mise en scène par Kheireddine Lardjam. Ce metteur en scène présente régulièrement ses nouvelles oeuvres en France et notamment dans notre ville. J'apprécie ce qu'il fait. Sa compagnie El Ajouad est jumelée à la compagnie de la Mauvaise Graine également connue à Blanc-Mesnil. Il affectionne la mixité, dans son travail artistique, de comédiens algériens et français. El Ajouad signifie «les généreux». La compagnie a été créée par Kheireddine Lardjam à Oran en 1996. Elle fut remarquée en France, en 2003, dans le cadre de l'Algérie en France. Kheireddine Lardjam nous propose maintenant *La pluie*. C'est une pièce adaptée du roman de Rachid Boudjedra. Je ne connais pas cet auteur. Je sais seulement que c'est un grand écrivain algérien contemporain. Il a un style particulièrement provocateur qui bouscule les tabous et les contradictions de la société algérienne.

Ce roman est adapté pour le théâtre par Eddy Pallaro. Lui aussi connaît l'Algérie. Il collabore depuis plusieurs

années avec Kheireddine Lardjam. Dans le cadre de cette création, un travail chorégraphique est confié à Nacéra Belaza. Elle s'est également produite à Blanc-Mesnil et j'en ai entendu beaucoup d'éloges.

Le sujet de cette pièce est une femme algérienne face à son journal intime, un soir de pluie. Deux comédiennes investissent ce personnage. L'une est algérienne: Malika Belbey. Elle a déjà travaillé avec Kheireddine sur *Les justes* d'Albert Camus. Je l'avais particulièrement appréciée. L'autre, Cécile Coustillac, est française et fait partie de la Mauvaise Graine.

Ce duo culturel évoque sans doute une dualité dans la personnalité du sujet.

Le thème m'intéresse particulièrement. Je perçois une atmosphère intrigante. J'en parle à mes amies, d'âges et de cultures variées. Je communique mon enthousiasme et le soir de la représentation, mes amies sont dans la salle. Je suis installée au premier rang avec ma complice Juliette.

La scène est nue, sans aucun décor, plongée dans la pénombre. Les silhouettes des deux comédiennes se dessinent, en miroir. Elles se déplacent sur leur flot de paroles, rythmées par les états d'âme du personnage. La danse accompagne les mots, les phrases... les douleurs de cette femme. Le texte s'organise comme un concert de voix. Le verbe traduit cris, colères, luttes mais aussi déceptions, blessures et lassitudes. Les émotions s'em mêlent, s'entrecroisent. Les ambivalences s'affirment; elles sont familiales, sociales. Le climat est chaud et humide avec des séquences orageuses. La pluie est omniprésente sur scène, dans l'histoire... Comme une volonté de tout diluer, de tout laver.

Le corps accompagne et orchestre la narration. Le temps se suspend, s'immobilise.

La jeune femme est dans sa chambre. Elle écrit son journal dans cette nuit pluvieuse. Elle rature, elle corrige. Ses souvenirs affluent et torturent son insomnie. Elle replonge dans ses traumatismes enfouis, refoulés. Et elle

m'emporte avec elle. Mon rythme cardiaque se calque sur la cadence orale et corporelle des comédiennes, mon souffle aussi. Un jeu de lumière accompagne tout déplacement. Je me sens moi-même prisonnière de cet espace. Aucune issue. Pas de fuite possible. La jeune femme nous dévoile l'origine de ses douleurs, de ses traumatismes. Sa vie bascule à la puberté: cette transition entre l'enfance et la femme, entre l'innocence et la culpabilité. J'assiste à ses confessions, ses frayeurs, ses cauchemars. Ce n'est pas mon histoire. Ce n'est pas moi, mais pourtant... tous ces sentiments me sont si familiers!

Elle nous dévoile sa famille avec ses secrets, ses tabous, ses violences. C'est une femme blessée, souffrante mais qui lutte. Elle s'impose socialement. Elle tente de prendre le dessus sur cette société d'hommes. Une société, en déséquilibre entre les traditions et la modernité, qui l'étouffe, l'écrase, la piétine. Elle a le sentiment d'une vie gâchée, d'un destin sans issue. Une réalité qui la propulse dans la tentation du suicide.

Devant toutes les images de souvenirs, ces tableaux de violences et de douleurs, je suis restée comme subjuguée.

Je salue ces deux comédiennes qui nous ont fait la démonstration d'un extraordinaire talent. Elles m'ont tenue en haleine une heure durant avec un texte fort et cru.

Mes amies ont été séduites pour une part. Beaucoup se sont en partie retrouvées dans cette femme universelle et intemporelle. Quelques autres ont été secouées, choquées. Preuve que l'émotion est bien passée.

Je suis intriguée par le fait que l'auteur de ce texte soit un homme. Comment peut-il à ce point, aussi justement, aussi minutieusement connaître les douleurs et désarrois féminins? Avoir une acuité aussi sensible et pertinente sur la femme? Ma curiosité est piquée. Je veux en savoir plus. Je me procure le roman de Rachid Boudjedra!

Fazia

Photo Amel Pain



La culture comme enjeu d'égalité pour tous !

● culture

Si je vous dis culture, vous me répondez ? Et si je vous dit art ? Expression artistique ? J'ai tenté l'expérience dans mon entourage et la diversité des réponses m'a touchée.

Quelle est notre culture commune ? Quelle est celle que l'on refuse ? Quelle est celle que l'on nous impose. Quand je dis « nous », vous l'aurez deviné, je ne parle pas des habitants de Neuilly-sur-Seine, mais de « nous », la fierté des quartiers populaires, les enfants d'ouvriers, d'immigrés, souvent les deux, et tous les autres qui partagent nos valeurs de solidarité, de justice, notre besoin de crier haut et fort à tous ceux qui pensent que nous sommes des sauvages qui vivons dans des quartiers pourris sans foi ni loi ; on va leur montrer que nous ne sommes pas des racailles à nettoyer au karcher.

A l'école, dans ma vie, j'ai appris que lorsque des messages nous sont adressés sous des formes artistiques diverses et variées, ils nous enrichissent, nous grandissent, nous abreuvant de curiosité, d'envie de nouveauté, et aussi d'envie de partage.

Car, il y a la culture que l'on ne connaît pas, celle que nous devrions apprendre, entendre et écouter avec intérêt, apprendre à critiquer aussi. Mais il n'y a pas lieu ici de faire de nous des « cultureux » à tout prix, qui devraient énoncer les titres des pièces de théâtre et de livres dans les dîners mondains dans lesquels nous n'allons pas, que nous ne connaissons pas, et c'est tant mieux... car cela ne nous ressemblerait sans doute pas. Non, il n'est pas question de nous culpabiliser et de vouloir nous transformer, mais au contraire, de clamer que

Il importe de nous lever, de prendre notre place, partout, y compris là où on ne nous attend pas, y compris dans la culture, quelle qu'elle soit.

notre place est partout, y compris dans des univers réservés à certaines catégories de personnes ! Et pourquoi pas à nous aussi ? Affirmer et répéter « on est chez nous » quoiqu'en disent ceux qui nous méprisent et nous taxent de victimisation, revient aussi à ne pas s'enfermer dans des univers dans lesquels « ils » nous astreindraient, comme celui du rap, du graff.

Si ces pratiques sont des arts à part entière et qu'elles sont riches de messages et fortes d'expressions, cela ne veut pas dire pour autant que les enfants des quartiers populaires, les enfants d'immigrés, les enfants d'ouvriers ou de demandeurs d'emploi n'ont pas le droit de se distinguer aussi dans d'autres formes artistiques.

Non pas qu'elles soient plus « nobles » mais si je pouvais avoir la certitude que tous ces enfants ont tous envie de faire du rap, de la danse hip hop, du graff ou du slam, je dirai banco, donnons nous les moyens de faire en sorte que ces arts soient expérimentés et pratiqués très largement. Mais quand on dit largement, on dit, au-delà de nos quartiers et de nos foyers. Mais si ces arts urbains sont nés dans la rue, je m'interroge sur le risque de nous laisser enfermer dans des domaines qui seraient « exclusivement » les nôtres... au même titre que les élus de la République dont le nom ne sonnait pas du terroir, ont trop longtemps été délégués à la jeunesse, ou au sport... Et pourquoi pas les finances, l'urbanisme, la culture... ?

On a trop souvent pensé que la culture était réservée aux privilégiés, aux plus riches, à ceux qui ont le droit à du beau. Et bien, nous avons, nous aussi, le droit au différent, au meilleur, au beau, à l'art, aux jolies choses, à tout ce qui fait grandir, sourire, rire ou pleurer. La culture s'apparente à une denrée rare refusée aux petites gens que nous sommes. Car, avec tout l'amour et la bonne volonté que les parents ont pour leurs enfants, ils ne peuvent leur acheter des livres, ni les emmener au cinéma, au théâtre... comment le pourraient-ils ? Qui leur a appris ? Les livres, le théâtre... les mots... ce sont eux qui donnent le pouvoir et je comprends encore mieux aujourd'hui

cette phrase de mon père « travaille à l'école, pour être meilleure que "les Français..." et pour ne pas travailler à l'usine comme moi ». Et bien oui, eux, les autres, ceux qui ont des sous, en tout cas plus que les salaires de nos parents, ils les ont les mots, le vocabulaire, les beaux livres, les belles bibliothèques dans les salons...

Aujourd'hui, il n'est plus possible de se cacher derrière l'illettrisme et le déracinement culturel subis par nos parents. Il importe de nous lever, de prendre notre place, partout, y compris là où on ne nous attend pas, y compris dans la culture, quelle qu'elle soit.

Nous avons le droit d'essayer, de découvrir, d'expérimenter, de critiquer, de détester... mais aussi d'aimer, d'avoir envie de nous y mettre aussi.

Comment permettre aux mères de prendre leur place dans l'école, dans la cité, dans ce pays, autrement qu'avec des cours de cuisine et de couture ?

J'ai en tête un exemple que vous connaissez peut-être, mais qui est tellement fort d'émotion et de beauté que je ne résiste pas à le citer : le collectif *Quelques unes d'entre nous* et l'aventure de la pièce de théâtre *Le bruit du monde m'est rentré dans l'oreille* sont pour moi la preuve même de ce potentiel et de ces envies de nous trouver là où on ne nous attend pas forcément...

Présenter cette pièce avec des femmes des Tilleuls d'âges et d'origines diverses au théâtre du Rond-Point sur les Champs-Élysées à Paris devant un public parisien et plutôt bourgeois, n'est-il pas la preuve que prendre sa place partout est possible ?



Ivry, quartier Bois Sauvage ; projet culturel de l'association *Permis de vivre la ville*. À gauche, *comedia d'ell arte*, 2000. À droite, *opéra rapp Avance rapide*, 1998.

Photos Joss Dray

Attention ! Je ne dis pas que c'est facile, bien loin de là... Si j'ai été frappée par une première intervention faisant référence aux (talibans de) maris des comédiennes, il n'en reste pas moins que les émouvants témoignages entendus ont rendu hommage à ce courage et à la fierté de se trouver à ce moment dans ce théâtre-là pour faire passer des messages différents des clichés ambiants.

La preuve que sortir de nos murs pour aller raconter nos

richesses, nos histoires, à ceux qui nous méconnaissent, sous des formes artistiques diverses et variées est essentiel et formidablement enrichissant de part et d'autre, et qu'il reste beaucoup à faire.

Cela est valable pour chaque membre de la famille d'ailleurs. Pourquoi est-il important d'intéresser nos enfants à tous les univers qu'ils pourraient rencontrer et y compris à ceux qu'on leur refuserait ?

Les armes de l'éducation, de la culture et des valeurs me paraissent les plus utiles.

Mais attraper tout ce que l'on peut apprendre au passage de la vie ne signifie pas oublier d'où l'on vient, bien au contraire. Cela signifie que l'on va réussir à créer des passerelles et des échanges entre des univers qui ne se connaissent pas, ne se côtoient pas, souvent se défient d'ailleurs : celui de la maison et celui de l'école.

C'est pour cela que les héritages culturels qui viennent des quatre coins du monde, ceux qui font la richesse de nos écoles, de nos quartiers, ceux que l'on voudrait nous montrer comme un danger, doivent être valorisés, partagés.

A ce sujet, je me demande, dans cette société de l'écrit et de l'image, quelle place est accordée à la culture orale ? Les traditions de nos ancêtres, lors des cérémonies comme le mariage, les chants des femmes à la gloire des parents et des jeunes mariés, poignants, émouvants qu'il est important que l'on reçoive comme des cadeaux et un héritage à transmettre malgré l'exil, malgré le déracinement.

Si nos parents ont réussi, nous, on a encore moins d'excuse pour ne pas le faire.



Et, au même titre que notre place est aussi dans des musées, des théâtres, celle de la culture de nos ancêtres y a aussi toute sa place. Digne et fière, elle doit aussi être mise en valeur, car, elle fait partie, comme nous le faisons, de cette France, n'en déplaise à certains.

Existerait-il une culture populaire, celle de la France d'en bas, qui observerait de loin, ou d'en dessous plutôt, la culture élitiste, celle des personnes raffinées, tandis que la nôtre serait celle des barbares et des sauvagesons... ?

Farida Aoudia

Le CILDA sur les planches

● théâtre forum



Après quatre mois de répétitions régulières, les habitants et les professionnels du collectif CILDA (Collectif d'information et de lutte discrimin'ation) ont présenté leur théâtre forum le 21 mars à la maison pour tous Jean Jaurès ainsi que le 5 avril 2008 au Théâtre de l'Opprimé à Paris.

L'objectif: parler des discriminations pour alerter, sensibiliser, partager...

Comment? En créant avec les comédiens du Théâtre de l'Opprimé, Thérèse, Antonia et Vincent, cinq scénettes sur le racisme, le sexisme, le handicap et la grossophobie.

Une fois les scènes jouées le public est invité à intervenir sur scène, en remplaçant un personnage ou en en créant un. Cette forme de théâtre permet au public de s'exprimer.

Isa et Ourida

Aborder les discriminations à travers un rôle permet de désamorcer le conflit par le biais du jeu, sans culpabiliser, mais plutôt en se «mettant à la place de». Et ainsi réfléchir ensemble.

Isa

Le fait de pouvoir créer un théâtre forum sur les discriminations a été une véritable expérience pour moi, j'ai pu constater que les personnes sont sensibles à la question des discriminations notamment avec leurs réactions et leur grande participation lors des représentations que nous avons données aussi bien au Blanc-Mesnil qu'à Paris.

Allégra



Cette expérience fut très enrichissante aussi bien lors de l'apprentissage des techniques théâtrales, qui nous ont permis d'aller au-delà de nous-même, que dans l'échange avec le public qui nous a tellement donné.

Ourida



L'angoisse, la peur me prend chaque nuit avant la représentation. Est-ce que le public va être présent? Va-t-il participer, se prendre au jeu? Avons-nous fait suffisamment de publicité? Allons-nous être à la hauteur, crédibles, convaincants? Une fois sur les lieux peu de temps avant l'arrivée des spectateurs, cette angoisse augmente avec le mal de ventre. Mais j'essaie de ne rien montrer. Une fois le théâtre forum terminé, le nombre de spectateurs et leurs participations nombreuses et enrichissantes me rassurent tout comme leurs commentaires: «je suis venue me disant que je n'irai pas sur la scène, j'étais crispée sur ma chaise, les bras croisés. Et puis finalement, j'ai décidé de me laisser aller, je suis alors rentrée dans le jeu et me suis retrouvée sur scène bien malgré moi. Mais c'était super et pas facile de jouer ses idées.», me dit une assistante sociale. «Ce n'est pas bien de faire ça», me dit un jeune collégien en plaisantant à propos du comportement d'un des personnages discriminants que j'interprète. Le message serait-il passé? Aurait-on fait mouche?

Sophie



Le caractère interactif du théâtre forum a libéré la parole des petits et des grands, et, à ma grande surprise, c'est le jeune public qui a eu les interventions les plus justes.

Souad

Le théâtre est vecteur de communication, d'échanges et de dépassement de soi. Mais au-delà de ce rôle traditionnel, le théâtre forum constitue un véritable outil de travail. Permettant une réelle prise de conscience des situations discriminatoires que vivent certaines personnes, et qui touchent plusieurs domaines, cet outil permet une réelle réflexion avec le public.

Touriya



A chaque fois, le message passe admirablement. Le public est profondément touché par les situations de discriminations, parfois pour les avoir lui-même vécues. Il s'implique et «rentre dans le jeu» de façon très spontanée. C'est une forme de théâtre particulièrement interactive avec le public. Nous partageons des moments de réflexion dans un contexte ludique et une ambiance conviviale. Certaines personnes s'ouvrent. Dans toutes ces expressions, la victime est reconnue. Il est possible alors de rétablir, de réinvestir le droit. Alors, on peut avancer.

Fazia



Cité Alizard, avril 2008.
Photos Joss Dray



● reportage

Transformer un bloc EDF en un hymne coloré à la vie et à la joie... Tel était le défi relevé par les jeunes de la cité Alizard! «Le projet est né il y a plus d'un an» nous révèle Naïma, animatrice à la maison des Tilleuls, «les jeunes qui fréquentaient la salle Quemener pour l'aide aux devoirs se sont investis dans ce projet pour embellir leur quartier et leur terrain de sport attenant à la salle.» Débute alors une longue phase de sensibilisation aux arts plastiques pour les jeunes, sortie au Louvre, balade dans les rues de Paris à la découverte des différentes fresques en «trompe-l'œil»... Septembre 2007, le rythme s'accélère. Les jeunes découvrent la pratique du dessin avec les éducateurs du Grajar, puis avec Patrick Pinon, artiste-plasticien du collectif Rouge-Gorge, en résidence au Forum.

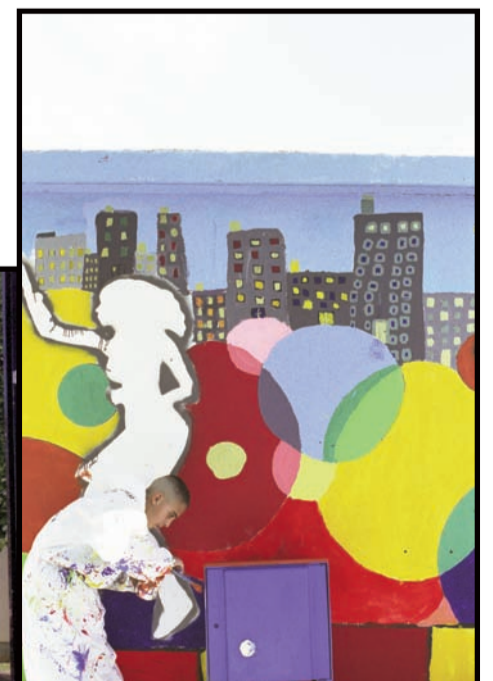
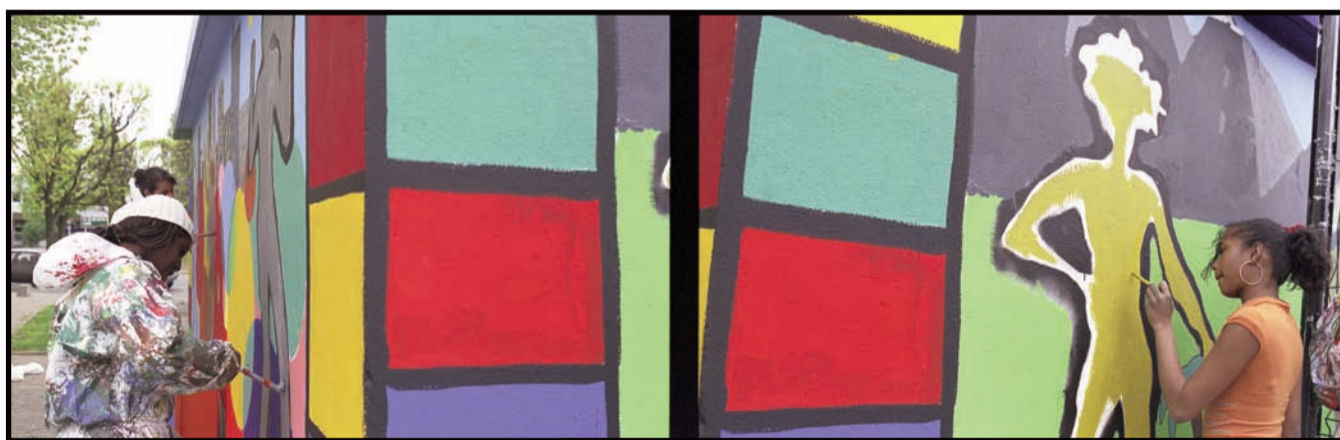
«On avait alors demandé à l'ensemble des habitants de s'exprimer sur leurs envies, beaucoup nous ont parlé de couleurs, de nature, de la ville, des thèmes que l'on retrouve aujourd'hui sur le bloc» explique Naïma. Première semaine des vacances de printemps, le chantier démarre. Nina, Ilyesse, Samy, Laetitia, Mamadou, Nesrine, Dounia, Ayssetou et Mariyam s'engouffrent dans les combinaisons de peintres. Ils ne les lâcheront plus! Et le petit groupe fait des émules. Tandis que les habitants de la cité passaient régulièrement s'enquérir de l'avancée du travail, les autres jeunes de la cité, Fauzy, Ichem, Mamadou ou Moustapha sont venus donner un coup de main.

Vernissage jeudi 12 juin à 18h30 en présence des jeunes artistes et des partenaires d'EDF, de la ville, de la maison des Tilleuls, du Grajar et du Forum



Cité Alizard

Anne, Reda, Naïma



Fatiha,

par le MIB

Dans ce quatre-pages, réalisé en co-édition avec le Mouvement de l'Immigration et des Banlieues (MIB), nous poursuivons l'hommage que nous avons rendu à notre sœur et camarade, Fatiha Damiche qui nous a quittés le 23 novembre 2007.

Pour nous Fatiha demeure vivante, les valeurs et les combats qu'elle menait sont vivants et sont les nôtres. Nous cherchons ici à rendre compte de la pluralité de ces combats en donnant la parole – et l'image – à ceux qui l'ont accompagnée et ont partagé ses engagements. Il s'agit de petites touches d'histoire et de vie qui ne peuvent rendre compte de tout mais disent une part d'essentiel.

Nous entendons poursuivre ce travail de recueil d'une histoire partagée avec Fatiha et la donner à connaître car elle s'inscrit dans la grande histoire des luttes pour changer ce monde où Fatiha a pour nous une place rare et exemplaire.

Notre prochain rendez-vous avec Fatiha aura lieu au Forum Social des Quartiers Populaires (FSQP), les 3, 4 et 5 octobre 2008 à Nanterre où nous présenterons un film et un livret co-réalisé par le MIB, *Vu d'ici* et la maison des Tilleuls, avec l'aide de tous ses amis.



Fatiha Damiche, Paris, 1^{er} février 1992.
Photo agence IM'média

«Aller au-delà des pleurs... On peut le faire!»

«Il faut aller au-delà des pleurs!», s'est exclamée Fatiha Damiche à la tribune du meeting «Justice en banlieue», organisé le 17 octobre 1999 à la Bourse du travail de Saint-Denis, en présence de dizaines de familles et de leurs amis confrontés à la double peine (prison + expulsion), à la mort en détention, aux crimes racistes ou sécuritaires, mais aussi aux victimes oubliées de la drogue, du sida, de l'abandon des cités populaires. En un mot, victimes de la *hagra*, cette accumulation du mépris et de l'injustice. En proclamant cela, Fatiha a repris, sans doute sans le savoir, le même mot d'ordre lancé seize ans plus tôt lors d'un forum Justice par la sœur de Zahir, un jeune de Marseille tué comme tant d'autres par des tontons-flingueurs ou des policiers impunis. Ce forum avait par la suite donné naissance à l'Association des familles des victimes des crimes racistes ou sécuritaires, plus connue sous le nom des «Folles de la place Vendôme». L'idée d'alors, à savoir l'entraide entre les familles, le suivi des dossiers judiciaires par les principaux concernés et l'action publique pour obtenir justice et réparation, a été transmise et développée par les membres ou proches du réseau national du Mouvement de l'Immigration et des Banlieues (MIB). Elle reste toujours d'actualité.

Dépasser les pleurs, surmonter la douleur, s'organiser collectivement. Plus facile à dire qu'à faire, tant l'émotion submerge tout un chacun, y compris les plus endurcis, lorsque chaque famille raconte, l'une après l'autre, la litanie des épreuves auxquelles elle doit faire face. Fatiha elle-même transporte son auditoire aux bords des larmes et de la rage intérieure en racontant sa propre histoire de double peine, ou encore en s'identifiant corps et âme aux histoires des familles qui l'entourent. Elle aussi est émotive, «émotionnée» comme dirait Tarek Kawtari. Puis d'un coup jaillit la colère contre «l'art et la manière d'éclater les familles, de séparer les femmes de leurs conjoints, d'enlever les enfants à leurs parents». Avec sa propension très maternelle à protéger les autres de dangers décrits en termes très crus, Fatiha touche nos fibres les plus sensibles. Elle réprime alors ses propres larmes et lance avec un sourire ironique: «Non, je vous assure, on n'est pas sponsorisés par kleenex!», avant de monter crescendo contre la tentation de s'apitoyer sur son sort d'éternelles victimes ou de «se la jouer en solo»: «Moi + toi + lui + elle... on est une force. Et la *hagra*, y'en a

marre! Qui sème la *hagra* récolte l'intifada», scande-t-elle en référence au soulèvement populaire palestinien, un slogan repris en chœur par le public conquis par tant d'éloquence et de détermination.

«La *hagra*, ça suffit!»

C'est à l'âge de 40 ans que Fatiha Damiche rejoint le comité national contre la double peine. Elle était déjà en son for intérieur une femme déterminée. Au début, pourtant, elle n'a pas trop voulu se faire remarquer, et elle s'est montrée incrédule face à la hargne des lascars plus jeunes qui ne lâchaient rien, rabrouant au besoin avec véhémence des administrations d'une inertie insupportable dès lors qu'il s'agit de faire valoir le droit des gens. Puis, se rendant compte de la nécessité de brusquer les situations pour que ça bouge, tout comme il faut se secouer soi-même et secouer les autres, elle s'est enhardie, prenant les devants dans les actions publiques. Fatiha s'impose dès lors comme une porte-parole du comité puis du MIB, lancé en 1995. Elle se retrouve en phase avec l'objectif d'élargir l'intervention du groupe à l'ensemble des questions touchant l'immigration et les banlieues. En effet, si elle n'a cessé de répéter qu'elle était citoyenne française de droit, elle s'est sentie «sous-citoyenne» de fait, en raison des statuts discriminatoires à l'égard des résidents de nationalité étrangère, et de leurs répercussions directes sur sa propre vie. Elle pensait à son mari, expulsable parce que dit «étranger», mais aussi à son père algérien, cantonnier éboueur pendant trente ans à Montreuil, traité en «indigène» parce que jamais il n'a eu le droit de vote.

Ces discriminations d'Etat amènent Fatiha à partager l'idée de s'engager pour l'égalité des droits et son corollaire, l'égalité de traitement.

Ces discriminations d'Etat amènent Fatiha à partager l'idée de s'engager pour l'égalité des droits et son corollaire, l'égalité de traitement. Cela passe forcément par une action politique en vue de changer les lois. Vaste programme. D'autant qu'il faut commencer par changer les mentalités des hommes et des femmes, de gauche ou de droite, qui nous gouvernent. Fatiha rencontrera d'ailleurs un certain nombre de responsables politiques parmi lesquels Roselyne Bachelot, une femme plusieurs fois ministre qui n'aurait pas été insensible à son argumen-

taire contre la double peine. Jean-Marie Delarue, directeur des libertés publiques, place Beauveau, sous Chevènement, avouera lui de l'estime, voire de l'admiration pour la pugnacité et la force de persuasion de Madame Fatiha Damiche.

«Ma politique, c'est l'humain»

Pendant une dizaine d'années, Fatiha animera la permanence juridique, aux côtés de collègues pour la plupart eux-mêmes touchés par la double peine et formés «sur le tas». Ensemble, ils ont monté quelques milliers de dossiers, parmi lesquels ceux considérés «pourris», indéfendables. Fatiha citait par exemple l'affaire d'une Africaine, sans trop savoir si elle était Zaïroise ou Congolaise, toxicomane sous le coup d'une double peine, et de son bébé séropositif pour qui il était quasi impossible de trouver une famille d'accueil. L'avocat avait déclaré forfait, et c'est le comité qui a ramé à contre-courant de tout et de tous pour finalement obtenir une réponse positive à un recours en grâce pour raison humanitaire.

«Ma politique, c'est l'humain», répétait Fatiha, souvent le poing serré, le verbe haut et l'air fier. Elle avait un sens de l'accueil, une capacité d'écoute assez exceptionnelle auprès du public affluant à la permanence. Ne s'accommodant ni de la précarité dans une cave sordide, la rue de Nanteuil (Paris 14^{ème}), ni du bricolage «à l'arrache», elle met la pression pour offrir des conditions d'accueil et de travail dignes de ce nom, d'abord dans le 11^{ème} puis rue Kléber à Montreuil. S'ouvre alors une période de maturation autour de la Maison de l'immigration (LAMI), marquée par l'extension des activités juridiques (papiers, police/justice, logement, santé, travail/revenus) dans le cadre de la «Mégapermanence». Une réelle convivialité s'instaure dans la Maison, qui devient une ruche où tourbillonne la «grande famille» du MIB.

Fatiha est emblématique de cette «famille». Tour à tour grande sœur, mère et mamie, elle conforte la dimension inter-générationnelle du groupe, sachant s'adresser aussi bien aux jeunes qu'aux parents. Ceux de Dammarie-les-Lys rappellent ainsi combien ils ont été touchés par l'intervention à leurs côtés de Fatiha et de Salah Zaouiya, le père de Jawad, mort en détention à Bois-d'Arcy dans la nuit du 22 au 23 juillet 1996.

«Ne permettez à personne de dire que vous êtes de mauvais parents...»

Les discours ambiants sur la démission parentale faisaient bondir Fatiha. «Ne permettez à personne de dire que vous êtes de mauvais parents!» s'écriait-elle. Lors du contre-procès du policier meurtrier de Youssef Khaïf¹, devant les Assises de Versailles fin septembre 2001, Fatiha s'emporte contre la présidente du tribunal qui a osé demander: «Madame Khaïf, que font les femmes de votre génération pour s'occuper de leurs gosses?» «Au fond de moi, j'ai pensé: Espèce de sale conne, tu crois quoi? Qu'on est des chats qui avons mis au monde une portée de petits chatons, qu'on doit faire le tri et noyer nos mômes? On les aime nos gosses! Ils sont les meilleurs!»

«... On les aime nos gosses!»

L'amour. Un leitmotiv chez Fatiha qui explique sa volonté de transformer la rage, la douleur individuelle et collective, en énergie positive. Ce qui ne l'empêchait pas, parfois, de se montrer excessive. Comme dans toute grande famille, les disputes, ruptures, bouderies et autres fâcheries se sont multipliées. D'autant que si Fatiha avait un caractère hors du commun, d'autres aussi avaient de la répartie! Et aux

sautes d'humeurs caractérielles se rajoutait une donnée de plus en plus difficile à gérer: la superposition d'activités multiples, allant du conseil juridique au projet de constitution d'un mouvement politique national, en passant par les besoins quotidiens de socialisation des uns et des autres. Dans le même lieu, tout a fini par se mélanger, sans ordre de priorités clairement établi. Et cela au moment où les moyens financiers se sont taris. Les activités en ont pâti. Les relations inter-personnelles aussi. Fatiha craque. Elle «prend des vacances», selon la formule en vogue au MIB, et se recentre à partir de 2002 sur sa ville, Blanc-Mesnil.

Au sein de la maison des Tilleuls, elle participe à un collectif de femmes, *Quelques unes d'entre nous*, et tente une nouvelle forme d'expression avec le théâtre. Dans *Le Bruit du monde m'est rentré dans l'oreille*, pièce joliment filmée par Jérôme Fenez, on retrouve la Fatiha qu'on a connue pendant ses années de militance au MIB. Et on regrette de s'être perdus de vue, de ne pas avoir été plus présents pendant ses années de maladie.

Peu avant sa disparition, des retrouvailles se sont concrétisées lors de sa participation au premier Forum Social des Quartiers Populaires du 22, 23, et 24 juin 2007 à Saint-Denis, notamment à travers sa participation à la plénière femmes, et la représentation d'un extrait du

Bruit du monde m'est rentré dans l'oreille par le collectif *Quelques unes d'entre nous*.

Suite aux émeutes de novembre 2005, qui ont aussi gravement touché sa cité des Tilleuls, Fatiha cherchait toujours à tâtons sa voie en politique, entre autonomie et alliances, parce qu'«exister, c'est exister politiquement». Elle avait ainsi participé à la campagne des communistes de sa ville tout en restant elle-même face au «jeu d'acteurs de la comédie politique». Et sans abandonner une aspiration commune, résumée par Pierre-Didier Tchétché-Apea² lors de la journée en hommage à Fatiha le 19 janvier dernier: celle de «nous prendre en mains par nous-mêmes, pour nous projeter dans quelque chose de nouveau, qui reste à inventer».

Mogniss H. Abdallah

1. Youssef Khaïf, membre du collectif *Résistance des Banlieues*, a été tué le 9 juin 1991 au Val-Fourré (Mantes-la-Jolie).

2. Co-fondateur de l'association *Agora (Vaulx-en-Verlain)*, membre du réseau national MIB, actuel président du Forum Social des Quartiers Populaires (FSQP).

La VOIX de Fatiha m'est rentrée dans l'oreille

Fatiha Damiche est arrivée au Comité National Contre la Double Peine en 1991 comme tant de personnes avant elle. Tout d'abord, une mauvaise nouvelle vient leur apprendre qu'un parent, un ami, un ami d'un ami, un collègue ou un voisin est frappé par la double peine. Comme dit le slogan du comité, «la double peine c'est prison plus expulsion». Après avoir commis un délit et purgé sa peine de prison, un résident étranger n'est pas considéré comme quelqu'un ayant réglé sa dette envers la société. Ainsi on lui inflige une expulsion qui prolonge une première condamnation pourtant appliquée. Parlant des institutions judiciaires, policières, politiques et de certaines associations, Fatiha soulignait la définition qu'elles se faisaient de la double peine: «Ils pensent que le fait d'éloigner quelqu'un c'est pas une double peine, c'est une peine complémentaire. C'est pour préserver l'ordre public. C'est pour empêcher la récidive alors que tout démontre que lorsque tu expulses quelqu'un, c'est le mettre face à la récidive. Il va partir et revenir». D'ailleurs, outre l'infraction au droit des étrangers, la récidive guette aussi le double peine tant au niveau du droit du travail que du droit commun. Forcé à gagner sa vie dans la clandestinité, il n'est

Comment accepter d'être éloigné d'un pays où vous avez toutes vos attaches?

pas rare qu'il travaille au noir ou retourne à ses combines qui lui vaudront d'être condamné. Car comment accepter de vivre à la charge des siens ou de ses amis? Comment accepter d'être éloigné d'un pays où vous avez toutes vos attaches?

«Et bien sûr qu'il va revenir, continuait Fatiha, parce qu'il y a une histoire d'amour. Et qui, à moins d'être fou, peut s'asseoir sur une histoire d'amour? Qu'elle soit entre un homme et une femme, entre un homme et ses enfants, entre un homme et sa fratrie, entre un jeune et sa maman». Au-delà des considérations matérielles, elle pointait là l'aspect le plus douloureux et le plus cruel de la condition de double peine à savoir sa dimension de punition collective qui s'étend à tout l'entourage immédiat. Des familles, des couples, des amis, des collègues ou des voisins sont séparés. Aucun projet de vie individuel ou collectif n'est envisageable.

«Et c'est le début de l'enfer. Ça a été le début de l'enfer pour moi parce qu'il a fallu combiner, comprendre le mécanisme de la double peine.» Pour Fatiha, c'était son destin avec Bachir, son mari, qui se trouvait compromis: «L'histoire de ma condition de femme algérienne, elle m'est revenue depuis qu'on n'arrêtait pas, à partir de ce va-et-vient qui semblait se pérenniser dans le temps,

entre le fait de renvoyer mon mari en Algérie (j'étais alors obligée de partir en Algérie le rejoindre), (et d'attendre qu'il revienne ou de subir ce retour. Parce que où tout n'est pas joué, là où rien ne va plus, c'est qu'ils ne savent même pas l'enfer. C'est que quand ils l'ont renvoyé là-bas et qu'il revient, c'est toi qui est désarmé. C'est la clandestinité, c'est de la résistance. C'est résister face à l'ennemi. Qui est l'ennemi? C'est le policier, c'est la justice, c'est la prison. C'est résister avec sa femme pendant des mois et mois que va durer cette clandestinité. Tu vas vivre cette situation de précaire. Sortir la nuit, prendre les taxis et pas le métro, avoir une certaine attitude, lui tenir la main s'il y a des policiers qui arrivent face à toi, c'est dire que c'est ton frère pas ton mari parce que ton frère a un casier judiciaire vierge. Comment? C'est contradictoire! Toi qui veux être quelqu'un d'honnête, c'est totalement contradictoire avec ce qui fait toi. Comment tu peux mentir?»

Que faire? Comment réagir face à cette forme d'infantilisation qui vous renvoie à la pire image de soi? Devant le péril, Fatiha, cette femme aux yeux clairs qui

Le bruit du monde m'est rentré dans l'oreille, *Forum*, mars 2007.
Photo Joss Dray

en avaient vu de toutes les couleurs, prend les devants: «Je me suis mariée en prison le 6 octobre 1988. Et c'est pas un moment dont on se souvient tous les deux. C'est quelque chose qu'on oublie. C'est pas une date anniversaire. Et après, alors que j'étais citoyenne française à ce moment-là, je me suis dit effectivement peut être ça va changer quelque chose. C'est pas rien d'être française. Et là, on m'a fait comprendre que de toute façon, ça ne changeait rien au truc quoi!».

Et, chemin faisant, après l'infantilisation, la tentative de culpabilisation qui tend à vous rendre responsable du malheur qui s'abat sur vous: «Que je sois française, c'est bien. Personne m'a fait sentir que c'était pas bien pour moi. Parce qu'à la limite, moi, je suis conforme!

Ce qui l'était moins, c'était le choix d'avoir épousé un homme qui lui était complètement indésirable. Et on me le reprochait. On me le reprochait au départ en me disant: oui, effectivement j'étais citoyenne française, j'étais une brave fille, que lui c'était un mauvais garçon (et) que j'avais la possibilité d'accepter cet éloignement comme quelque chose de bien pour moi, d'accepter que la société ait choisi pour moi d'éloigner l'homme que j'avais choisi. Parce que cette société ou ce système avait





Gaza, 1^{ère} mission civile pour la protection du peuple palestinien, juin 2001.

Photo Joss Dray

réfléchi mûrement au fait de préserver peut-être ses citoyennes? En disant t'as fait le mauvais choix, et ben nous, on pense que c'est le mauvais.

Et pour te le prouver, et te donner le champ libre à une autre possibilité de vie de femme, et ben nous, on l'éloigne et fais ta vie! Tu verras que c'est nous qui avons raison. Et quand tu leur dis: mais enfin, moi, cet homme-là, c'est celui-là et pas un autre, on te dit: apparemment vous n'avez rien compris... Après tout vous vous appelez Fatiha. Si ça vous plaît pas, vous serez pas dépaycée là-bas! Et ça, je connais très peu de femmes qui ne l'aient pas entendu, à plus forte raison quand ces femmes sont des mères de famille avec des enfants.

Et quand ces femmes se risquent à défendre leur cause en disant: «Voilà, je suis aussi sa femme, mais regardez c'est le père de mes gamins, notre vie est là, on habite là à Montreuil, dans le 19^{ème}, à Toulouse ou à Rouen, peu importe», on leur répond en toute simplicité: «Ah bon! Ecoutez, prenez vos enfants sous le bras et alors où est le problème?»

«Et quand tu prends conscience que les moyens de

défense sont limités et que tu dois quand même essayer de te défendre, c'est impossible, c'est pas possible dans tes yeux, dans ton esprit, dans ton regard, c'est impossible que (face à) ces gens qui ont pensé à casser, à briser, à démolir, y'ait personne au milieu de tout ça qui est prêt à entendre aussi!

Et qu'est-ce que tu fais? Les moyens de défense c'est peu».

Pourtant elle s'entête, ne cède pas aux sirènes du discours sur l'intégration qu'on lui propose et persiste à faire d'un mal une vertu. Cette vertu, elle l'appellera «mon aventure».

«Moi, mon aventure? (.../...) Je ne savais pas que j'étais partie, embarquée sur un truc de fou. (.../...) Cette aventure-là, c'était tout simplement une liste d'associations. Toutes celles qu'on appelle les éléphants et au bout de tout ça venait de se créer (le comité).»

Elle fait le tour des éléphants et ne pense à aucun moment à se rendre à ce comité de bout de liste. Cela d'autant plus que le comité ne jouissait pas d'une bonne réputation au milieu de la consensuelle savane associative. A plusieurs reprises, il se trouva même des spécimens trompeurs pour la dissuader de se rendre sur le territoire de ces individus hirsutes et braillards qui avaient pris l'habitude de leur tirer des flèches. Malgré tout, rien ne semble se débloquer.

«Et c'est simplement à la suite d'un parloir, nous rappelle Fatiha, que Bachir m'avait dit: Ecoute, dans la cour, les mecs disent qu'il y a une association qui a été créée par des anciens détenus; il semblerait qu'ils bougent sur le problème de la double peine, va voir! Et c'était vraiment les derniers sur ma liste. Et j'y suis allée effectivement après un parloir. Et cette rencontre... elle a été...» Parlant du militant du comité qui l'avait reçue, l'émotion de sa voix nous étreint encore: «Parce que des fois, ta vie elle est attachée à une personne ou à un élément, quelque chose qui peut se produire... y'a des individus dans ta vie qui te marquent, y'a des rencontres qui

te marquent, et qui à un moment vont faire de toi complètement autre chose. Et cette rencontre-là, c'est, pour la première fois, être en face de quelqu'un qui ne va à aucun moment te parler de ce qui a fait que ton mari est un double peine, c'est-à-dire le délit lui-même. Et tu écoutes ce mec, il te dit: légitimité. Est-ce que tu penses que le fait d'être son épouse, c'est suffisant pour mener le combat afin qu'il puisse rentrer à la maison, chez toi, à la fin de sa peine? Est-ce que tu penses être légitime face à ça? Et quand j'ai expliqué, quand j'ai essayé de dire oui, bien sûr; c'est ce combat-là!»

«C'est ce combat-là?» m'a-t-il répondu. «Alors, écoute, t'as pas besoin d'avocat, tu es ton meilleur avocat. Tu es toi capable de te battre et de te faire entendre. Pour que face à tes contradicteurs, tu puisses leur dire: je suis son épouse, ce n'est pas rien et j'entends demander réparation! Quand t'entends ce discours-là, qui est un discours neuf, où on te parle de quelque chose qui est tout à fait légitime, c'est ton droit et au respect de ton droit de vivre avec l'homme que tu as choisi. C'est pas quelque chose de banal.»

A partir de cette rencontre, elle deviendra la Fatiha que nous avons tous connue durant toutes ses années de combat: grande figure du Comité National Contre la Double Peine, cofondatrice du MIB, ambassadrice de la Campagne Civile en Palestine et personnage emblématique de la maison des Tilleuls au Blanc-Mesnil. Cette Fatiha rayonnante qui, revenant sur sa première rencontre avec le militant du comité qui l'avait reçue, n'avait pas peur de nous dire: «C'est ce garçon qui a déclenché un processus de non-retour pour la femme que j'étais, la citoyenne. Fatiha des années 90 est morte. 91, elle est définitivement morte. Je venais de mettre un terme à quarante ans de sous-citoyenneté. En 91, je suis devenue citoyenne.»

Farid Taalba

Toutes les citations de Fatiha sont extraites d'un entretien réalisé par Valérie Casalta, le 10 avril 2000.

Tribune

Fatiha avait écrit le texte ci-dessous suite aux trois jours de mobilisation au Tribunal de Versailles, en septembre 2001. Le policier Hiblot y comparaisait pour le meurtre de Youssef Khaïf abattu en 1996. Au bout de ces trois jours d'audience, fruit de dix ans de luttes... le policier Hiblot sortait libre, acquitté... Les dix ans de mobilisations et de luttes pour la Vérité et la Justice, menées par le MIB, son réseau et les familles concernées, qui ont conduit le policier aux Assises, ont démontré malgré le verdict notre détermination à ne pas se laisser faire. Détermination qui caractérisait tant Fatiha!

A force de tourner en rond on finit par tourner mal. C'est autour d'un rond-point que Youssef a perdu la vie. Toutes les mères de famille doivent se sentir concernées par la mort de l'un de leurs enfants. En particulier quand les «gardiens de la paix» troublent l'ordre public en semant la mort, en abattant dans la nuque notre progéniture. Alors, je me dis que depuis l'acquittement du policier Hiblot, il est grand temps que nous apprenions à «élever» (mais oui apparemment c'est de l'élevage) nos enfants et qu'enfin nous inversions l'ordre des choses.

Et oui! Vous les mères issues de l'immigration, l'institution policière et judiciaire vous a condamnées. Vous êtes de mauvaises mères. Vous ne les aimez pas (d'ailleurs savez-vous aimer?), vous ne savez pas éduquer. C'est la rue qui fait votre travail, vous êtes coupables de laisser sortir vos gosses, de les laisser respirer, même l'air pollué ambiant, en un mot: vous êtes nulles!

Nous ne rentrerons jamais dans le moule. Madame Khaïf l'a compris lorsque la présidente du tribunal de Versailles, Madame Muller, a posé la fameuse

question: «Que font les femmes de votre génération pour s'occuper de leurs enfants?» Toutes les femmes assises dans la salle ont senti leurs cœurs chavirer et l'envie de hurler et de répondre: «Mais on les aime!».

Ok, Madame Muller, Messieurs Junillon, Mégret, tous les «collègues», message reçu!

Alors à partir d'aujourd'hui, les rè-mes vont changer d'attitude. Nous allons enfermer à double tour nos délinquants de moutards. On va se réunir au bas du bâtiment, on tiendra les murs par peur qu'ils ne s'écroulent, on refera le monde et l'avenir des nôtres autour d'un thé, et on se lâchera peut être jusqu'à rouler un joint, histoire que ce soit moins dur!

Le samedi soir, on se préparera à voler quelques voitures, faut bien les aérer ces gosses non? On les accompagnera jusqu'en discothèque et quand ça se passera mal, dû à leur sale gueule de métèques, on se battra avec les videurs, ces salauds qui les empêchent de s'éclater. On les attendra tranquille, et quand ils seront fatigués d'avoir trop dansé, trop transpiré sur des musiques sans espoir, on les conduira à travers nos cités, si belles en pleine nuit. Et puis, pour faire la fête jusqu'au bout, on roulera à travers la ville, faisant un peu de bruit, de quoi effrayer les chats, on fera des grands tours et plein de ronds-points. Et si on aperçoit des gyrophares vite, vite, on prendra la fuite dans le sens opposé (pas vu, pas pris!)

Et si par malheur on tombait sur un barrage, alors ils nous tireraient dessus alors qu'on prenait la fuite... la fuite... Et là... je m'écroulerais morte, foudroyée, la tête sur le volant, abattue d'une balle dans la nuque.

Mon fils porterait plainte, se constituerait partie civile, il expliquera que ce n'était qu'un jeu, que c'était pour rire... que j'étais la meilleure des mères, que je voulais juste donner ma vie pour sauver la sienne, que je voulais juste que ce soit un bon garçon qui ne prendrait jamais de risque.



Les Tilleuls, novembre 2005.
Photo Joss Dray

Ça n'était qu'un jeu, Madame Muller, ce n'était qu'une voiture avec un peu d'essence dedans, pas de quoi en mourir... Les mères ont mal tourné. Elles ont pété des câbles de partout, elles enterrent leurs enfants. Lorsque des enfants perdent leurs parents, on dit d'eux qu'ils sont orphelins, quand on nous tue nos gosses, on dit quoi?

Nos rêves de mères sont si simples, on veut les voir aller à l'école, devenir étudiants, qu'ils aient un job, qu'ils se marient, qu'ils aient des enfants. Et que nous devenions enfin des grands-mères... bordel!

Et enfin, la nature reprendra ses droits et nos gamins nous fermeront les yeux et on pourra partir en paix....

Fatiha Damiche

Extrait du *Bruit du monde m'est rentré dans l'oreille*, premier tableau, *L'Assemblée nationale*, où Fatiha interprétait le personnage de Rahma.

Rahma. Je l'ai (*) : Nous étions françaises avant d'être immigrées...

Alors ? pourquoi ce gâchis ? La vérité est dans les quartiers. Venez nourrir vos neurones pour faire avancer le pays, c'est par ici, femmes, mères, grands-mères, venez puiser à la source. Il faudrait vivre en paix... Vos papiers !» (sur l'air de *Au suivant* de Jacques Brel). Il faudrait ne pas blesser à chaque fois avec des mots qui marquent au fer rouge :

«On va passer au karcher cette racaille». Je suis née sous les toits français, dans un département français, «vos papiers ?» Vous connaissez le code de l'indigénat ? Mon grand-père, on l'a enrôlé de force, une fois démobilisé, on lui a donné 15 kg d'orge et vas-y. Pourquoi de l'orge ?! Comme aux ânes !? Il a laissé ses deux jambes. Et mes parents qui sont là depuis 60 ans, sans jamais pouvoir aller voter. Y'en avait 25 000 indigènes morts pour la France... (Avec le sourire, sincère.) Où, où ? on les a cachés ? C'est curieux la mémoire hein ? Ça disparaît pas si facilement non ? 25 000 personnes ? l'armée des ombres, paf, disparus, oubliés ! pour la mère patrie, ça laisse amer.

* : le programme électoral

Salut !

C'est en accompagnant un ami, victime de la double peine, que j'ai rencontré Fatiha. Très vite je l'ai surnommée «Fatiha du MIB». Ce surnom faisait allusion à l'association où Fatiha militait.

Un article dans *Vu d'ici* ne suffit pas pour exprimer mon admiration quant au combat porté par le MIB et à la manière dont Fatiha s'est investie pour le mener.

En tout cas, je considère que ce fut comme un privilège d'avoir pu côtoyer Fatiha.

J'ai appris beaucoup de choses à ses côtés, je peux même dire qu'elle a contribué à influencer mon regard sur cette société où la *hagra* fait des ravages.

C'est aussi par le biais de Fatiha que j'ai fait connaissance avec d'autres militants du MIB, et j'en profite pour leur dire ici le profond respect que j'ai pour eux.

Souvent, j'évoque Fatiha, je reprends des phrases en ajoutant «comme dirait Fatiha...»

Fatiha avait aussi participé à l'élaboration du journal *Vu d'ici*. Elle y contribuait de manière active, aussi bien en y écrivant régulièrement que en le diffusant largement et avec fierté.

C'est avec un sentiment un peu bizarre que je rédige ce texte, car c'est le dernier numéro de *Vu d'ici*.

Alors, un petit clin d'œil à tous ceux qui ont contribué à ce journal.

Salut !

Rachid

Toutes mes pensées se tournent vers toi Fatiha

Quelle belle surprise j'ai eue en découvrant la personne entière que tu es ! Alors que je te connaissais comme mère du quartier et voisine d'immeuble, je t'ai vue débarquer, toi «ma voisine», un soir de coupe du monde, sur un plateau de télévision, dénoncer la politique dans nos banlieues à l'aide du MIB.

J'ai immédiatement adhéré à ton discours, à ton combat pur et sein : celui de lutter contre les discriminations, les injustices, la double peine et les assassinats de nos «petits frères» dans nos cités.

Comment ne pas te donner toute notre confiance, toi Fatiha, femme rebelle, droite, militante et généreuse ?

Comment oublier toutes les choses que tu as faites pour nous, jeunes et moins jeunes des quartiers ?

Tu étais la première à t'exprimer, à te battre, lors de réunions publiques, tu t'exprimais avec ton cœur, tu étais un modèle pour nous, un modèle d'engagement, de militantisme et de courage. Les gens comprendront maintenant d'où me vient cette «pêche» lors des réunions publiques.

Aujourd'hui, je suis certain qu'Abdelkader Bouziane, Xavier Dem et Mohamed Berrichi, Youssef de Mantel-Jolie et tous ceux qui sont partis avant l'heure et pour qui tu as combattu pour leur mémoire et pour que justice leur soit rendue, t'accueillent à bras ouverts.

Je te remercie pour tout, pour ton courage, pour ce que tu nous as appris : y croire jusqu'au bout ! Tu resteras notre modèle, notre exemple, tu nous as donné la force et l'envie d'aller toujours plus loin.

Aujourd'hui, je te retrouve en moi, il m'est impossible de fermer ma bouche lorsqu'il s'agit de faire changer les choses.

Je n'ai qu'une promesse à te faire Fatiha, nous allons mener «ton» combat à bien, «notre» combat.

Tu as allumé la flamme, à nous de veiller à ce qu'elle ne s'éteigne pas.

Tu resteras à jamais dans nos cœurs, merci.

Cheikh

Les Tilleuls, novembre 2005.
Photo Joss Dray



Deux vidéos en hommage à Fatiha ont été mises en ligne sur le site FSQP, rubrique Médiathèque : <http://fsqp.free.fr/>

Fatiha Damiche en tête de manifestation à Paris, 26 septembre 1996.
Photo agence IM média

Egalité, liberté, fraternité, il y a encore du chemin à faire...

● entretien

Appelons-la Amandine. Elle vit à Blanc-Mesnil et travaille dans un ministère. Elle a été confrontée à la discrimination très souvent, ainsi que des proches et des collègues, et a accepté d'en témoigner parce qu'il est important de rompre le silence et la fatalité, en demandant simplement que l'on respecte son anonymat.

Comment avez-vous eu la nationalité française ?

J'étais née française parce que mon père était fonctionnaire. A l'époque de la colonisation, la plupart des citoyens des colonies étaient français. Après l'indépendance, comme j'étais mineure, mon père m'avait demandé de reprendre ma nationalité africaine. Quelques années après, j'ai demandé ma réintégration.

Avez-vous été confrontée à de la discrimination ? Pensez-vous que les gens qui discriminent ont conscience de ce qu'ils font subir aux autres ?

Les gens ne croient pas qu'il y a de la discrimination parce qu'ils ne vivent pas la situation des minorités qu'elles soient noires, arabes, ou autres. Pour avoir du travail ou un logement, il faut avoir des relations solides. Je peux donner plein d'exemples.

Je connais une dame qui travaille dans une grande entreprise. Comme elle est la seule Africaine, tout le monde la met de côté. Arrivent un jour des intérimaires. L'un d'eux lui fait comprendre qu'il fallait qu'elle laisse sa place pour que lui la prenne. «Ah bon, vous voulez ma place ? Allez le dire au patron, on me mettra au chômage et vous irez travailler pour moi.» La situation est devenue encore plus grave lorsqu'un matin, en arrivant au travail, elle découvre qu'on avait mis de l'eau sur son ordinateur. Heureusement, elle ne l'avait pas allumé sinon ça allait lui exploser au visage.

Dans la fonction publique, je connais une jeune fille qui a passé des concours ; elle a été admise pour l'oral. Malheureusement elle a eu chaque fois le même jury. Un membre de ce jury lui dit un jour : «Mademoiselle, je ne vois pas pourquoi vous voulez venir dans la fonction publique, ce n'est pas votre place ici».

Avez-vous d'autres exemples concernant les discriminations dans le travail ?

Toujours dans la fonction publique, je sais que pour la promotion, nous qui sommes d'origine africaine, antillaise ou autre, nous sommes toujours maintenus en bas de l'échelle.

Je peux citer mon propre cas. J'étais sur la liste parmi les premiers pour bénéficier d'une promotion ; quelque temps après, sans que je sache pourquoi, je me suis retrouvée parmi les quarante suivants.

Dernièrement, il y a eu des concours internes dans la fonction publique, il y avait une jeune fille d'origine marocaine ou algérienne, je ne sais plus, qui avait un bon niveau et travaillait très dur. Comme par hasard, elle n'a jamais eu le concours...

Ma voisine du dessus, une Française «pure souche», fait des petits boulots car elle n'arrive à rien trouver d'autre. A trente ans passés, on a besoin de travailler ! Comme elle n'a pas de relations, ni un bon carnet d'adresses, elle n'y arrive pas.

Quand on habite en Seine-Saint-Denis et qu'on met Seine-Saint-Denis sur son CV, il est mis de côté, les employeurs ne le regardent même pas !

Avez-vous d'autres exemples de discriminations soit à cause de l'origine des gens, soit parce qu'ils n'ont pas de relations ou qu'ils viennent d'un endroit qui n'est pas coté ?

Lorsque des jeunes veulent se présenter pour un emploi, ils téléphonent d'abord pour prendre rendez-vous, on le leur donne et pourtant lorsqu'ils arrivent et qu'on voit

leur origine étrangère, on leur dit toujours non.

Je connais une dame africaine qui est infirmière et qui a un enfant né ici. Elle aussi a téléphoné pour un rendez-vous de travail, en donnant le nom, francisé, de son mari. Lorsqu'elle est arrivée, la directrice l'a regardée de haut en bas en lui disant tout de suite : «c'est pris !»

Dans les relations quotidiennes, les transports, les activités que vous avez sur la ville ou ailleurs, avez-vous rencontré des situations où l'on vous a mise à l'écart à cause de votre origine ?

Je ne peux pas dire qu'on me met à l'écart mais je suis obligée parfois de forcer la porte pour pouvoir me faire



accepter. Il y a des endroits où on est obligé de le faire sinon on ne va pas s'intéresser à vous. Si vous êtes un peu timide, on vous laisse en arrière.

Au cours des élections, avez-vous senti une ouverture envers les émigrés et les petites gens qui n'ont pas de relations ?

Non, je ne crois pas qu'il y ait eu réellement une ouverture ; il n'y en a pas encore. On parle, on parle, mais dans la pratique, il n'y a rien.

C'est vrai que la situation est difficile et qu'avec les délocalisations, il n'y a pas assez de travail. Mais le peu de travail qu'il y a, les gens du pays préfèrent le garder pour eux ou pour leurs enfants. Je peux le comprendre, mais je ne l'accepte pas.

Vous a-t-on déjà adressé des paroles blessantes ?

Sur mon lieu de travail, dans les années 94-95, lorsqu'on a commencé à parler d'intégration dans la fonction publique. Un jour, des directeurs régionaux étaient venus en réunion au ministère où je suis affectée. Je passe dans le couloir et j'entends : «ah voici nos intégrés». Il y a eu d'autres remarques, mais je ne peux pas tout citer.

A cause des délocalisations et du manque de travail, la discrimination n'est pas prête d'être terminée, et elle existe dans tous les domaines. Que ce soit le logement, à l'école ou simplement pour être acceptés. Comment se

fait-il qu'il y a des écoles, des ZEP, des endroits où les gens reçoivent une très bonne éducation, et d'autres où ils sont mis de côté ?

Qu'avez-vous fait pour essayer d'éviter tout ça à vos enfants ?

Je n'aurais pas dû le faire. Mais quand j'ai vu que ma fille avait du retard – car avec des collègues qui avaient des enfants du même âge, je comparais les matières – et que non seulement ma fille avait du retard mais qu'il y avait aussi du retard dans les écoles ici, j'ai décidé de la mettre dans un collège privé.



D'une porte à l'autre, chronique d'un quartier, Zac de Villiers-le-Bel, 1996.

Photos Joss Dray

Et pour le lycée ?

Je me suis débrouillée pour lui trouver un lycée à Paris. Pour vivre les trois mots : égalité, liberté, fraternité, il y a encore du chemin à faire.

Nous sommes dans une mondialisation vraiment sauvage. Il y en a toujours plus pour les riches ; les pauvres sont de plus en plus pauvres ; et ceux qui sont au milieu, si on ne fait pas attention, ils deviendront pauvres à leur tour. Je ne connais pas la solution pour changer les choses, mais il faudra encore mener des luttes.

Qu'en Seine-Saint-Denis il y ait de nombreuses nationalités, est-ce que cela représente une richesse pour vous ?

Pour moi ce n'est pas une richesse ; il y a surtout une ghettoïsation. Il y a richesse parce qu'on se voit. Mais pour que les gens arrivent à se lever, à avoir ce qu'il faut dans la société, là nous ne progressons pas. On revient même en arrière. «Vous ne devez pas bouger, vous», c'est ce qu'on entend tout le temps. On nous replie dans des quartiers pour qu'on n'avance pas ; on n'a pas la possibilité d'aller dans d'autres quartiers, ni d'avancer...

Propos recueillis par Albert Mériaux

Il y a 60 ans, la Nakba

● Palestine

Alors qu'Israël est dans les festivités de son sixième anniversaire, on parle peu de ce qui a permis, entre autre, la naissance de l'Etat hébreu : la dépossession et l'expulsion de près de 800 000 Palestiniens entre 1947 et 1949. Avec leurs descendants, l'UNRWA¹ recense aujourd'hui près de 4,5 millions de réfugiés dont 1,3 million vivent dans des camps au Liban, en Syrie, en Jordanie, en Cisjordanie, dans la bande de Gaza².

La Nakba, catastrophe en français, est le nom qu'ont donné les Palestiniens à cet exode forcé. Ce terme fort est en contradiction avec l'historiographie israélienne classique qui voudrait que ces Palestiniens soient partis volontairement et que les massacres comme celui du village de Deir Yassine³ ne soient que des cas isolés commis par des extrémistes. Mais c'est sans compter sur l'apport de ceux qu'on appelle les «nouveaux historiens» israéliens, Ilan Pappé en tête⁴, qui donnent une toute autre version historique de cette période notamment après l'ouverture des archives israéliennes dans les années 80.

Entre 1947 et 1949, les Palestiniens ont bel et bien été chassés de leur terre par la menace, la terreur, les exécutions sommaires, les massacres...

La Nakba marque le début d'un long processus de colonisation qui n'en finit pas.

Une guerre coloniale pour les uns, avec pour but le transfert des Palestiniens (ou le nettoyage ethnique) et non leur exploitation, une guerre de libération nationale, sans armée, par force de résistance, pour les autres.

Gaza, Palestine occupée, 2003, passages obligatoires par la plage après la fermeture de la route du littoral par l'armée israélienne.
Photo Joss Dray



De lois internationales bafouées, en conférences, accords, feuille de route avortés, l'Etat d'Israël n'a cessé d'étendre sa colonisation illégale en toute impunité. La construction du mur de «sécurité», appelé mur de l'apartheid par les Palestiniens, les a enfermés dans une prison à ciel ouvert. Les territoires palestiniens réduits à peau de chagrin ne représentent aujourd'hui de fait plus que 10 à 12 % de la Palestine historique. Le plan de partage de l'ONU en 1947 prévoyait 55 % du territoire pour l'Etat juif et 45 % pour l'Etat arabe.

Les Palestiniens, chair à souffrance, y survivent en subissant quotidiennement exactions, bouclages, attentions interminables aux check points, arbitraire, humiliations... Rares sont les familles qui ne portent pas l'absence d'un enfant mort, d'un frère en prison ou d'un père disparu.

Et que dire de la bande de Gaza où 1,5 million de Palestiniens subissent un blocus criminel, où le chômage et la pauvreté atteignent des chiffres record, où leur survie est menacée du fait de la pénurie de nombreux produits, d'énergie, de médicaments...

Mais l'Etat d'Israël n'a que faire du droit international. Comment pourrait-il en être autrement quand aucune sanction n'a été prise à son encontre par la communauté internationale ?

Si l'on s'en tient au droit international et aux nombreuses résolutions de l'ONU, Israël devrait non seulement stopper toute construction nouvelle de colonie mais également détruire le mur (avis de la cour internationale de justice du 9 juillet 2004 entériné par l'ONU) et se retirer de tous les territoires occupés (résolution 242 de l'ONU, novembre 1967). Dans ses résolutions 3236 et 194, l'ONU demande également le droit au retour des réfugiés palestiniens.

Mais l'Etat d'Israël n'a que faire du droit international.



Palestine occupée, 2001, barrages militaires de Qalandia.
Photo Joss Dray

Comment pourrait-il en être autrement quand aucune sanction n'a été prise à son encontre par la communauté internationale ? Comment pourrait-il en être autrement quand Israël reçoit le soutien moral et financier des Etats-Unis notamment ?

Après avoir élu le Hamas lors d'élections municipales démocratiques, en janvier 2006, les Palestiniens ont immédiatement été punis pour leur choix : les Etats-Unis et l'Union européenne supprimaient l'aide internationale.

Quant à la politique internationale de la France, elle a pris un virage à 180 degrés depuis l'élection de Nicolas Sarkozy. Israël a trouvé un nouvel allié.

Deux semaines après le bombardement de Gaza, fin février 2008, et l'incursion de l'armée israélienne qui a fait 120 victimes palestiniennes, Nicolas Sarkozy a reçu en grande pompe son homologue israélien Shimon Pérès pour l'inauguration du Salon du livre ayant pour thème Israël⁵. Les deux hommes n'ont pas évoqué la tuerie de Gaza. Pourtant la colère et l'émotion n'ont pas manqué au président et à son ministre des Affaires étrangères, Bernard Kouchner, après l'attentat perpétré peu de temps après par un Palestinien sur une école tamulidique et qui a fait 8 morts (6 mars 2008)⁶.

Le président Pérès interrogé par *le Figaro*⁷ résume clairement ses relations actuelles avec la France : «Elles ne pourraient être meilleures. Nicolas Sarkozy a renouvelé l'Alliance atlantique en renouant avec les États-Unis et a donné un nouvel élan aux relations avec Israël». Nicolas Sarkozy lui a assuré le soutien de la France sur le dossier du nucléaire iranien et un nouvel essor dans les relations d'Israël avec l'Union européenne lorsque la France en aura la présidence en juillet prochain.

Bien sûr, il s'est prononcé pour une solution politique au conflit fondée sur la coexistence de deux Etats.

Mais que le Premier ministre israélien Ehud Olmert ait récemment annoncé la construction de 750 nouveaux logements dans une colonie (toujours illégale) au nord-ouest de Jérusalem, mettant en cause les engagements pris dans le cadre de la feuille de route et de la conférence d'Annapolis⁸, ne semble pas perturber les sereines relations qui s'installent entre la France et Israël.

Rares sont les journaux à mettre au jour ces contradictions. Mis à part deux ou trois titres de presse⁹, le traite-



Palestine occupée, 1988, manifestation de la première Intifada dans le village de Mezraa Sharquié près de Ramallah.
Photo Joss Dray

ment du conflit israélo-palestinien y est souvent caricaturé, partiel et partial. Au mieux Palestiniens et Israéliens sont renvoyés dos à dos, au pire les rôles sont inversés, les victimes deviennent les oppresseurs.

Rétablir la vérité, informer, débattre de la situation au Moyen-Orient est l'une des missions du mouvement de solidarité pour la Palestine. La plate-forme des ONG françaises pour la Palestine à laquelle adhère l'Association France Palestine Solidarité a décidé de faire de cette année, une année de mobilisation pour que l'anniversaire de l'Etat d'Israël n'occulte pas la négation de l'Etat palestinien.

Une campagne, «Paix comme Palestine, la paix par le droit» et un appel de personnalités en ce sens ont été lancés.

L'événement a atteint son apogée le 17 mai dernier quand des milliers de personnes se sont mobilisées durant 6 heures au parc des expositions à Paris autour de plusieurs artistes, personnalités, historiens, responsables politiques français, israéliens et palestiniens pour manifester leur volonté de contribuer à l'établissement d'une paix juste au Proche-Orient.

Partout en France les associations locales organisent débats, projections, concerts, rencontres...

Au Blanc-Mesnil, l'événement aura lieu le 14 juin prochain au cinéma Louis Daquin: une projection-débat y est organisée par l'association France Palestine locale (voir encadré).

Le rassemblement de tous ceux attachés au droit des peuples à disposer d'eux même est plus que nécessaire.

Nous pouvons faire pression à tous les niveaux sur nos élus pour qu'ils prennent des sanctions économiques afin d'obliger Israël à respecter le droit.

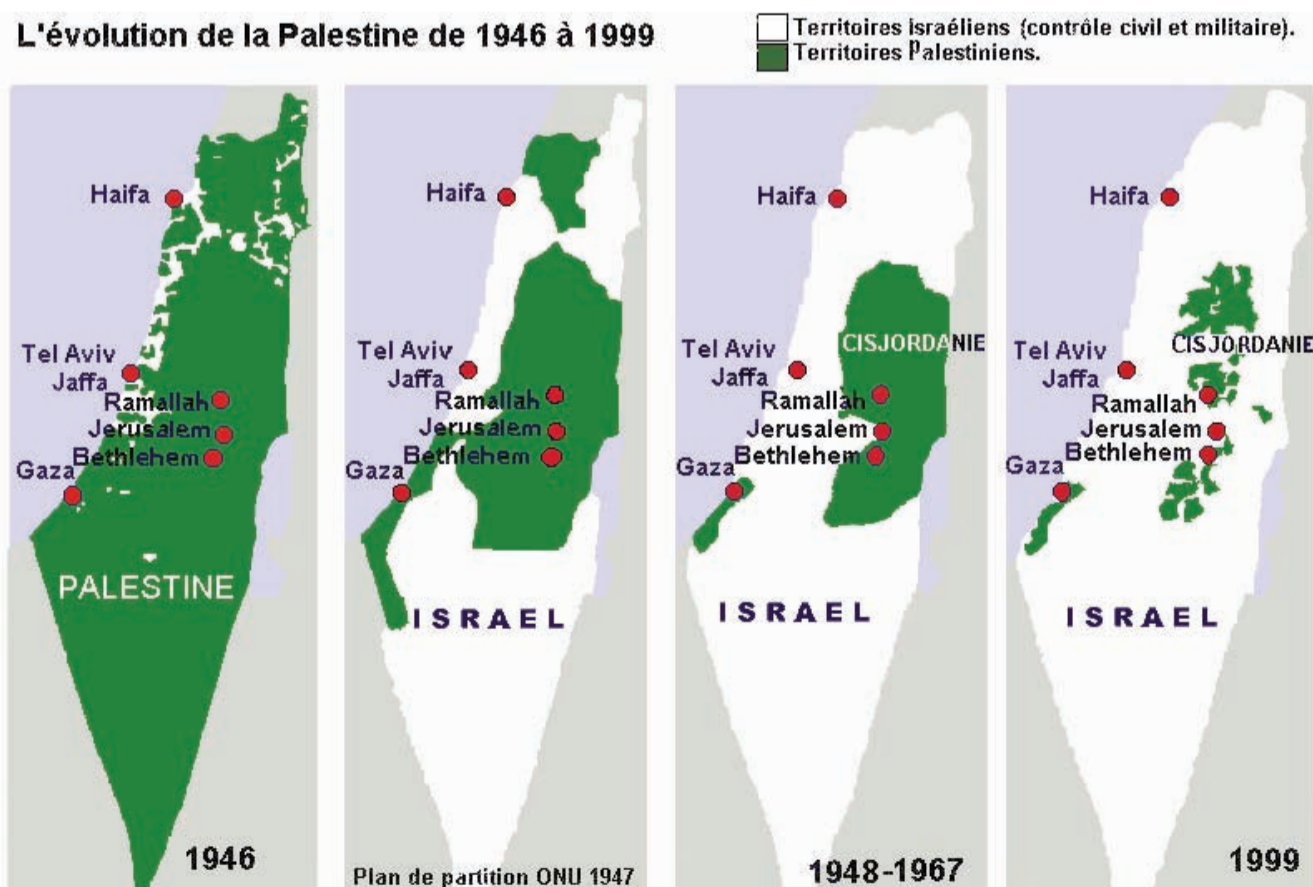
Il y a urgence à s'engager, aux côtés des Palestiniens et des Israéliens opposés à l'occupation, pour la création d'un Etat palestinien indépendant et souverain comprenant la Cisjordanie, la bande de Gaza et Jérusalem-Est pour capitale tel que défini par l'ONU. Cela implique la fin de l'occupation de tous les territoires envahis en 1967, le démantèlement de toutes les colonies et du mur de l'apartheid, la reconnaissance du droit au retour des réfugiés palestiniens, dans le respect de la législation internationale.

Il en va de la vie du peuple palestinien qui n'en peut plus d'attendre un Etat viable dans la souffrance. Il en va de l'avenir paisible du peuple israélien.

Françoise Oliva

1. UNRWA, agence des Nations Unies chargée des réfugiés palestiniens. www.un.org/unraw
2. Chiffres au 31 décembre 2006. Ces chiffres ne tiennent pas compte des descendants de réfugiés partis dans d'autres pays.

L'évolution de la Palestine de 1946 à 1999



Cartes AFPS

3. Village palestinien de 610 habitants situé à l'ouest de Jérusalem. Le 9 avril 1948, 120 hommes de l'Irgoun et du Lehi, deux fractions sionistes dirigées respectivement par Menahem Begin et Itzhak Shamir, s'emparent du village en assassinant 250 hommes, femmes et enfants.

4. Son dernier livre : Le nettoyage ethnique de la Palestine, éd. Fayard, 2008.

5. Lire l'article d'Isabelle Avran, Le choix de la France, sur le site de l'AFPS,

www.france-palestine.org/article8447.html

6. Lire Pierre Barbancey, Moyen-Orient : l'insupportable engrenage de la violence, l'Humanité, 8 mars 2008.

7. Le Figaro, 7 mars 2008.

8. Lire les articles de Michel Bôle-Richard dans le Monde, éditions du 10 mars et du 1^{er} avril 2008

9. Citons-les : Politis, l'Humanité, le Monde diplomatique.

10. www.paixcommepalestine.org ou www.palatforme-palestine.org

Gaza Souvenirs

Un film documentaire de Samuel Albaric, réalisé en 2008 (46') produit par Goyave Production.

Gaza souvenirs est l'histoire d'une amitié entre deux jeunes hommes du même âge, Sam et Wissam. Au fil des conversations téléphonique échangées, nous découvrons le quotidien des Palestiniens à Gaza. Entre joie et douleurs, humour et résistance, ce documentaire nous donne à voir une autre image de Gaza.

Un film plein d'émotion, à découvrir absolument.

Sam Albaric a réalisé avec le collectif *Quelques unes d'entre nous* le diaporama inclus dans l'agenda 2007 du collectif.

Wissam Al Haj a été accueilli en stage à la maison des Tilleuls en 2005.

Projection et débat, avec Sam Albaric et Denis Sieffert, rédacteur en chef de Politis, organisé par l'association France Palestine Blanc-Mesnil, en partenariat avec Cinéma 93.

Samedi 14 juin à 16h au Cinéma Louis Daquin, 74, rue Victor Hugo – 93150 Blanc-Mesnil.

Tél. infos : 06 82 43 55 43. Entrée libre.

Zouina Meddour

L'association France Palestine Solidarité Blanc-Mesnil

Elle a été créée en septembre 2003.

Pour le lancement de l'association, au Forum, en décembre 2003, nous avons accueilli plusieurs personnalités engagées pour la cause palestinienne dont Leila Shahid anciennement déléguée générale de la Palestine. Près de 200 personnes avaient participé à ce débat.

Notre engagement à Blanc-Mesnil a pour objectif d'informer et mobiliser la population sur la situation en Palestine.

Nous sommes un petit comité, composé d'une dizaine de personnes actives.

Chaque année, nous organisons un événement public pour permettre à la population de comprendre la situation que vivent les Palestiniens.

Nous organisons régulièrement une campagne d'affichage dans la ville, des signatures de pétition.

Nous sommes présents à chaque manifestation publique : fête des associations, fête du 14 juillet ...

avec une table de livres, brochures, pétitions et de produits palestiniens (huile d'olive, broderies, savon, etc)

Nous souhaitons élargir le réseau et augmenter notre capacité d'agir

Rejoignez nous à l'occasion de cette rencontre au cinéma Louis Daquin.

Z. M.

Le miracle de Mai

• idées

« Je prends mes désirs pour la réalité car je crois en la réalité de mes désirs ». Voilà comment on peut résumer cette « commune » étudiante que fut l'épisode historique de Mai 1968. A travers ce slogan issu du printemps contestataire, on peut de suite se faire une idée de ce que fut cet élan révolutionnaire : une volonté de liberté !

Que doit-on retenir de Mai 68 alors qu'actuellement se développe un travail de sape conceptuel au sujet de cet



événement ? Pourtant il y a bien eu un avant Mai 68 et un après. La société française s'est trouvée chamboulée dans ses valeurs. A travers ce slogan idéaliste on prend conscience de l'ampleur et de la volonté de changements de cette jeunesse des années 60. Dans un contexte international mouvementé et contestataire, les consciences se sont enflammées, les murs prirent la parole, et Paris fut dépavé... Aujourd'hui un certain nombre de nos « représentants » politiques ont décidé de mener une croisade idéologique à l'encontre de cet événement historique, de sa mémoire et de son héritage. Quelles sont les raisons d'une telle férocité d'opinion de certains politiques et intellectuels ?

Mai 68 est une révolte libertaire et sociale. La jeunesse en fut le détonateur. Cet événement fut à la fois un succès et un échec. On peut le considérer comme un échec politique car malgré le vacillement du régime, les millions de salariés en grève, la multiplicité des secteurs paralysés et ébranlés, malgré la violence et les représailles de la police française et malgré la fuite d'un chef d'Etat, la crise n'a pu empêcher la victoire électorale écrasante des gaullistes aux législatives qui suivirent ! Une véritable normalisation du jeu politique fut opérée avec ruse et ingéniosité. Le mouvement de Mai va alors mourir aussi vite qu'il est né.

Comment expliquer que cette révolte que l'on ne croyait pas réelle soit tombée aussi vite ? Ce « miracle révolutionnaire » n'a pas permis alors à la gauche de reprendre un réel pouvoir.

En réalité, personne à gauche n'a su maîtriser et coordonner ce mouvement. Dans le paysage calme et fructueux des Trente Glorieuses personne n'a vu venir Mai. La grandeur de Mai 68 c'est aussi son effet de surprise et d'irréalisme. Les têtes brûlées de Nanterre de par leur activisme et militantisme d'extrême gauche ont allumé une étincelle qui allait devenir un feu d'artifice. Les mouvements syndicalistes eux-mêmes ont vu leurs bases ouvrières leur échapper. C'est sans mot d'ordre de grève que le mouvement de contestation se propagea au monde du travail. En même temps que le Quartier Latin se barricade, les occupations d'usines se multiplient. Le syndicalisme tranquille de « Papa » se radicalise alors. L'unité des revendications entre les étudiants et la classe salariée a été complexe à mettre en place. Les revendications entre étudiants et ouvriers eurent d'abord du mal à fusionner mais finirent par former une même force. Mai a ainsi fait vaciller tous les acteurs de la vie politique française, de gauche comme de droite.

Mais c'est finalement l'immense désir d'ordre des Français qui prit le dessus. Cette révolution politique manquée ne trouvera pas d'écho les années suivantes. Mai apporta la concrétisation de certaines revendications sociales et ouvrières sans apporter cependant totalement l'égalité (Voir encadré).

La véritable portée révolutionnaire de Mai est d'avoir changé radicalement les mœurs françaises. En cela Mai est une victoire. La révolte fut culturelle et non politique. Ce fut la plus grande contestation de l'ordre existant. Les Français se sont ainsi libérés de l'autoritarisme ambiant et du paternalisme de leur société. La grande rigidité des mentalités était un carcan trop lourd. Le décalage entre les aspirations de liberté de cette jeunesse et les cadres moraux qui instituaient la société, trop important. Mai 68 demeurera ainsi le symbole du refus d'une jeunesse de se soumettre à l'ordre établi. De nouvelles valeurs apparurent liées à la liberté de prendre la parole, de l'excès, de l'individualisme. Aujourd'hui nous en bénéficions encore.

En considérant Mai 68 comme l'événement à l'origine de tous les maux de la société, comme le déclin de l'autorité, des valeurs du travail, de la famille, de l'éducation, ses détracteurs veulent en réalité restreindre nos libertés et nos pulsions. Mai a été synonyme d'excès. Mais il vaut mieux une liberté débridée que pas de liberté du tout ! Ce ne fut pas une révolution ratée mais une révolution démocratique pour abattre l'archaïsme culturel, le refus des traditions et à l'opposé élargir sa liberté, approfondir son autonomie, son individualisme, sa créativité.

Ce fut aussi l'illumination du féminisme et d'un militantisme féminin nouveau, lié à la condition de la femme au sein de la société et du couple, à sa volonté de disposer librement de son corps et de vivre sa sexualité comme elle l'entend.

Il faut valoriser Mai 68 même dans ses excès car il fut bien la preuve que certaines utopies peuvent être réalisables. Alors je ne vous dirai qu'une chose : « prenez vos désirs pour la réalité et croyez en la réalité de vos désirs... »

Sabrina Bousekkine

Mai 68 sous le regard d'un syndicaliste

Dix ans ça suffit ! scandaient les centaines de milliers de manifestants dans les rues.

1968, c'est le premier grand affrontement social depuis l'avènement de la 5^{ème} République en 1958. C'est la révolte contre l'ordre établi et un des plus grands mouvements sociaux de ce pays. Il reste ancré dans la mémoire collective comme un moment marquant d'émancipation, d'égalité, de conquête de droits nouveaux dans tous les domaines. C'est la référence à cet esprit et ces résultats que le Président Sarkozy veut gommer.

Je cite : « Les héritiers de Mai 1968 avaient imposé l'idée que tout se valait, qu'il n'y avait donc désormais aucune différence entre le bien et le mal, aucune différence entre le vrai et le faux, entre le beau et le laid. Ils avaient cherché à faire croire que l'élève valait le maître, qu'il ne fallait pas mettre de notes pour ne pas traumatiser les mauvais élèves, et que surtout il ne fallait pas de classement. Que la victime comptait moins que le délinquant. » Il s'agit, dit-il « de savoir si l'héritage de Mai 68 doit être perpétré ou liquidé une bonne fois pour toutes. »

Cet immense mouvement, qui a pris corps dans une multitude d'actions en 1967, a permis de déboucher sur des avancées sociales importantes.

Après la grève et la manifestation du 13 mai de République à Denfert-Rochereau auxquelles 800 000 salariés et étudiants participent, les occupations d'usines se propagent. La Seine-Saint-Denis compte 459 000 salariés. Majoritairement dans l'action, ils occupent des centaines d'entreprises.

Le 29 mai, pour participer à la manifestation parisienne de Bastille à St Lazare, trois cortèges partiront de notre département : Aubervilliers : 30 000 ; Montreuil : 15 000 ; Saint-Ouen : 20 000.

Fin mai, les accords de Grenelle portent essentiellement sur le relèvement de 35 % du SMIG et de 10 % des salaires, le paiement de 50 % des jours de grève, la réduction du ticket modérateur de la sécurité sociale, mais aussi sur les droits syndicaux à l'entreprise, avec la reconnaissance de la liberté d'exercice du droit syndical sur le lieu de travail et l'organisation de syndicats dans l'entreprise, la possibilité d'y avoir un local et des panneaux d'affichage, des crédits d'heures de fonctionnement, la protection des délégués. Et n'en déplaise aux tenants du libéralisme et autres propagateurs du renoncement, le patronat dû reconnaître le rôle de la consommation dans la croissance jusque dans les années soixante-dix. Dès 1969 les profits augmentent de 26 %.

Non décidément, l'avenir ce n'est pas travailler plus pour gagner plus, le nivellement par le bas, les privatisations, le contrat de travail unique, le service minimum et la remise en cause du droit de grève. Bien au contraire, il faut augmenter les salaires et les pensions, développer les services publics, mettre en place un véritable statut du salarié et la sécurité sociale professionnelle, relancer ainsi le développement économique et l'emploi.

1968, c'est la preuve que l'on peut travailler moins en gagnant plus !

Après le rejet du plan Juppé sur les retraites en 1995, puis la lutte contre le CPE avec les jeunes, les manifestations anti Bolkestein et le Non français à l'Europe libérale oui décidément, l'esprit de Mai 1968 a de l'avenir.

Alain Lepert

Secrétaire Général Institut CGT
d'Histoire Sociale de la Seine-Saint-Denis

Algérie-France

Récits de vie croisés

● rencontre

Djorha et Sabrina. L'une est née en Algérie, l'autre en France. Elles se sentent toutes deux algériennes et françaises et trouvent que c'est une richesse formidable que d'avoir deux pays au cœur. Regards et échanges sur leur vie et leur histoire, à quelques générations d'écart.

Djorha

Je m'appelle Djorha. Je suis née en 1935. J'ai vécu dans un petit village, Azefoun, au nord de l'Algérie, en Kabylie. Avec une maman très jeune, un père plus âgé, qui a fait les colonies. J'avais quatre frères et une sœur.



Je me suis mariée très jeune, à l'âge de 14 ans et demi et j'ai eu très rapidement deux enfants. J'ai perdu mon père lorsque j'avais 15 ans puis ma mère trois ans après. J'ai pris le relais et suis restée avec mes frères et ma sœur à Azefoun en me séparant de mon mari dont j'ai demandé le divorce. J'ai vécu avec les gens du village que je fréquente toujours. Nous étions très unis.

Je me suis mariée une deuxième fois en 1950, j'avais 25 ans, et suis venue en France avec mon deuxième mari, en ne connaissant personne.

J'ai vécu l'indépendance de l'Algérie en France. Si la France avait su partager, nous n'aurions pas eu besoin de passer par l'indépendance mais la France voulait tout pour elle.

Sabrina

J'ai 28 ans. Je suis née en France, à Paris, dans le 18^{ème}. Toute ma famille est née en Algérie, sauf moi. J'ai toujours été très liée à l'Algérie, depuis que je suis toute petite, on y allait chaque été. Je sais parler très bien le dialecte algérien. Pour moi l'Algérie, c'est le pays des vacances, la chaleur, la famille, les mariages, c'est plutôt festif et agréable. Je me considère à la fois comme algérienne et française. Je crois qu'on ne peut pas faire de choix. Dans ma vie de tous les jours je me sens algérienne dans ma façon de vivre et dans les valeurs que j'ai envie de transmettre à mes enfants.

J'ai aussi subi la transmission de certaines traditions. Quand on vit en France, on vit avec un certain modèle, à travers l'école, la télé, on est nez à nez avec une culture occidentale et il y a des parents derrière qui veulent inculquer d'autres valeurs ou des manières de vivre différentes. Ils ont vécu dans une certaine culture qu'ils veulent transmettre à leurs enfants.

Pour moi, il y a une période de l'Algérie mythique, qui correspond à celle de Djorha et à celle de ma mère qui me raconte son enfance. Il en ressort souvent que c'était une Algérie très agréable à vivre malgré le colonialisme. Il y avait beaucoup de misère, il fallait subir le joug français, mais en même temps, il y avait une grande solidarité entre les gens.



Djorha

Durant cette période du colonialisme, nous vivions cependant très proches les uns des autres, j'avais beaucoup d'amis juifs. Nous avons tous vécu comme des frères et sœurs et jusqu'à ce jour on a toujours des contacts. Nous ne ressentions pas le racisme. Pour moi, c'était une période heureuse. On s'entendait très bien. Peut-être c'était aussi une période heureuse parce que c'était la période de ma jeunesse. Aujourd'hui, je vais trois ou quatre fois par an en Algérie.

Sabrina

Pour moi l'indépendance était une folle journée que j'aurais vraiment voulu vivre. Ma mère me disait que c'était des liesses populaires incroyables. Tout le monde dansait dans la rue. Les gens dansaient pendant des nuits entières à Alger. Les femmes retiraient leur voile. Alors que les femmes avant vivaient cloîtrées chez elles, là elles sont sorties dans la rue, elles ont pris leur place. C'était une solidarité entre les hommes et les femmes, ils étaient tous frères et sœurs.

Les femmes en Algérie avaient des places particulières pendant la guerre pour l'indépendance, c'était des combattantes, des infirmières, des femmes instruites, on aurait pu après l'indépendance, en pleine période de reconstruction, leur donner une place digne.

Djorha

On se tenait la main pendant cette période bien plus qu'aujourd'hui. On avait l'espoir d'une société qui allait se transformer.

Mais lors de l'indépendance j'étais en France et j'avais déjà décidé que j'y ferai ma vie. L'indépendance, cela m'a fait quelque chose, j'étais fière mais sans pour autant avoir envie de retourner vivre en Algérie. J'étais venue en France jeune, avec mes enfants qui commençaient à grandir, à aller à l'école. Je regardais leur avenir. Mes frères et ma sœur m'avaient suivie et étaient là aussi, je n'avais plus d'attaches. Aujourd'hui encore, je suis heureuse d'aller là-bas régulièrement mais je n'envisage pas d'y retourner même si j'ai une maison à Alger.



Photos Joss Dray

Sabrina

J'ai deux enfants à qui je souhaite transmettre l'amour de l'Algérie. Le père de mes enfants est né et a grandi en Algérie. Je pense qu'il aimerait peut-être retourner y vivre mais je ne sais pas si je serais prête à le suivre. Je suis attachée à la France et en tant que femme, j'y suis foncièrement plus libre. Il y a des femmes qui vivent très librement en Algérie mais elles se battent contre vents et marées. Je ne sais pas si j'en aurais la force par rapport au regard de mes proches. Il faut vraiment le vouloir et ce n'est pas facile. Mais j'aimerais transmettre au moins l'envie de connaître l'Algérie à mes enfants, et de parler l'arabe et/ou le berbère.

Djorha

C'est une richesse d'avoir deux pays et de pouvoir les transmettre à ses enfants.

Sabrina

On peut prendre le meilleur des deux côtés et abandonner le moins bon...

Djorha

Les photos ce sont des traces pour rester reliée au passé, à l'histoire. J'en ai beaucoup. J'ai gardé de nombreux albums. Le rapport aux photos est très important.

Pour moi mon pays n'est pas loin. Il est très important pour moi. Ici, je vis la vie de là-bas. Je fais du couscous, de la chorba, je fais le ramadan, la prière, la sadaka (donner aux pauvres).

Sabrina

Je suis très admirative des femmes en Algérie qui essaient d'instaurer des plannings familiaux où des jeunes femmes peuvent venir demander la pilule, se réfugier, parler de leurs problèmes. Le code de la famille doit être modifié. La femme algérienne est réputée pour être une femme rebelle. On ne lui a jamais donné sa liberté, elle l'a récupérée comme elle a pu. Pendant les années noires de l'Algérie, on a vu les femmes algériennes au-devant, manifester pour la démocratie et les grandes valeurs de la République mais il reste encore beaucoup à faire. Les mentalités sont longues à changer. Les choses ont évolué mais il faut encore se battre.

Cultures urbaines

● musique

Pendant les vacances scolaires de février un atelier «free style» a été mis en place par Talents et développement auquel ont participé de nombreux jeunes dont un groupe de jeunes filles. Les deux entretiens qui suivent ont été réalisés dans le cadre de l'atelier par Islem, Audrey, Ingrid, Hawa et Ballakissa avec Sofiane, qui se consacre à plein temps au rap et Paly, membre de Rakaï d'Afrique. Les textes qui figurent dans cette double page, et dont certains ont été traités graphiquement par Merwane, sont aussi l'œuvre de jeunes participants à l'atelier.

Entretien avec Sofiane

Pouvez-vous vous présenter et nous dire depuis combien de temps vous avez commencé le rap ?

Je m'appelle Sofiane, j'ai grandi à Blanc-Mesnil. J'ai commencé à rapper depuis l'âge de 12-13 ans sur les sols de Blanc-Mesnil. J'ai sorti un album l'hiver dernier, au mois de décembre¹.

Qu'est-ce qui vous a poussé à faire du rap ? Dans quelle catégorie de rap vous situez-vous ?

Je ne sais pas si on peut parler de catégorie. En tout cas si je devais me situer je parlerais de rap hardcore. Le vrai rap à mes yeux, en tout cas le rap que j'écoute. Qu'est-ce qui me pousse à faire du rap ? Je ne sais pas. Je dirai que c'est parce que j'ai des choses à dire. Si tu n'as rien à dire cela ne sert à rien de rapper.

Pourriez-vous nous définir ce qu'est le rap hardcore ?

Pour 90 % des gens le rap hardcore désigne ceux qui ont un langage cru. Les clichés et les stéréotypes font qu'on le réduit à des termes vulgaires. Ce n'est pas qu'il n'y en a pas mais c'est une vision réductrice de celui-ci. Je préfère que l'on définit le hardcore au sens idées et thématiques fortes, mots lourds et choquants, contenus de textes hardcore. Pour moi, hardcore c'est plus choquant que vulgaire.

Qu'est-ce que le rap vous a apporté ?

L'oseille ! Je rigole... (Rires). De la reconnaissance avant tout. Entre autre des mecs de ma ville, des gens avec qui je tourne, voilà pour l'instant c'est cela le salaire.

Est-ce que le rap est écouté par tout le monde, les jeunes en particulier ? Est-ce que cela draine autant de filles que de garçons ?

Les filles se sont introduites dans le monde du rap depuis peu mais elles sont très présentes. A mon avis, le rap s'est étendu à un large public. Les rappers en France constituent 60 à 70 % des plus grosses ventes de disques. Je pense que le rap s'est vraiment étendu à tout le monde. Les grands en voyant ce qu'écoutent les petits sont influencés. Les parents sont toujours curieux de savoir quelle musique écoutent leurs enfants, c'est comme cela que l'on observe une écoute grandissante du rap.

Est-ce que c'est une musique dont on peut vivre ?

On peut en vivre mais pour cela il faut vendre beaucoup de disques. Il n'y en a pas beaucoup qui drainent des millions. Maintenant il y en a un certain nombre qui arrivent à en sortir un revenu honorable, qui arrivent à se lever le matin pour se consacrer au rap. Cela dépend aussi de ce que l'on appelle vivre du rap.

Cela peut-il concerner des gens comme vous ou au contraire essentiellement des personnes qui ont pignon sur rue ou un réseau solide ?

Non il y a des personnes qui ne sont pas célèbres et qui vivent du rap bien sûr. Il existe des rappers qui commen-

cent à peine à se faire connaître et réussissent à bien vivre du rap avant même de sortir des disques à grande échelle.

Vous faites du rap à plein temps ?

Oui depuis quelque temps.

Et vous arrivez à vous en sortir, à ne pas tomber dans la précarité ? Quel est votre label ?

On fait ce que l'on peut... (Rires). En fait j'ai la chance de faire partie d'un label et d'une production, c'est comme cela que je m'en sors. Mon label est Karismatik.

Quels sont vos modèles et vos futurs projets musicaux ?

Je ne sais pas si on doit parler de modèles. J'emploierai plus volontiers le terme d'exemples. Je ne vais pas être original. Ce qui m'influence le plus c'est le rap américain, 2pac, Big Pun... En France ce serait plus NTM, Oxmo Puccino... Actuellement j'ai proposé mon aide à Talents et développement pour animer un atelier d'écriture. L'écriture c'est mon truc. On aimerait donner une réelle réflexion aux jeunes dans leur écriture de textes. On aimerait aussi leur faire prendre conscience que le parcours d'un chanteur de rap est difficile tout en leur apprenant des bases de travail et une confiance en soi pour y arriver si ils en ont vraiment envie. J'aimerais leur donner des pistes de réflexion. Le but, pourquoi pas, avoir une petite maquette, 5 ou 6 morceaux «carrés», bien enregistrés, bien «propres» à faire écouter à ses potes ou à d'autres. En s'investissant, ils peuvent se rendre compte de leur potentiel. On a pour objectif, qui sait, de leur monter un enregistrement. On aimerait qu'ils repartent avec un disque dans la main afin d'écouter leur production à la maison. Cela leur permettrait de comprendre le niveau d'investissement personnel que cela requiert.

Quand comptez-vous démarrer ces ateliers ?

On a eu un premier contact avec les jeunes pendant les vacances scolaires de février. Mais nous sommes pour l'instant en train de définir avec Oumar de Talents et développement et les autres membres des ateliers quels types de créneaux horaires nous allons soumettre aux jeunes. Nous sommes aussi en train de définir le nombre de participants pour aider à animer ces ateliers avec des gens qui ont du temps à donner et des conseils, des méthodes à transmettre.

Propos recueillis par Islem, Audrey, Ingrid, Hawa et Ballakissa

1. Sofiane, Première claque, 2007, Karismatik.



Photos mdT



Entretien avec Paly

Pourriez-vous vous présenter et nous dire depuis combien de temps vous avez commencé le rap ?

Je m'appelle Paly mais mon nom de scène est P.R.V : Paly rappeur véridique. Cela fait environ 5-6 ans que je rappe. Je fais partie du groupe de rap Rakaï d'Afrique, on est quatre dans le groupe : Malik, Maydi, Seyd, PRV.

Qu'est-ce qui vous a poussé à faire du rap ? Dans quelle catégorie de rap vous situez-vous ?

Ce qui m'a poussé à faire du rap c'est de vouloir décrire et dénoncer ce qui se passe autour de nous et dans le monde comme la violence, par exemple. Je ne parlerai pas de catégorie mais plutôt de thèmes.

Vous avez des thèmes de prédilection ?

Oui notamment la violence, les discriminations, la transmission, l'école... Par exemple, au sujet de l'école, on s'est demandé ce qu'elle nous a apporté, les raisons pour lesquelles certains ont arrêté, ceux qui sont pour ou contre.... On fait aussi des «égotrips». C'est courant dans le rap, c'est lorsque tu parles de toi, de ton quartier... Certains interprètent cela comme de la prétention, mais en fait c'est pas méchant.

Qu'est-ce que le rap vous a apporté ?

Cela demeure essentiellement pour moi un mode d'expression. La musique et le sport sont mes modes d'expression privilégiés.

Définiriez-vous le rap comme un mode de vie comme le dit Casey ?

Moi je ne dirai pas que c'est un mode de vie mais plutôt un moyen de s'exprimer. Ecrire me soulage et me permet de dénoncer certaines choses, de transmettre un message fort. Et l'écrire sur un papier nous donne une satisfaction très forte.

Est-ce que c'est un langage qui parle particulièrement aux jeunes ? Est-ce que cela motive autant de filles que de garçons ?

Je ne suis pas dans la tête des gens mais à mon avis le rap touche toutes les catégories de la population. Notre rap est destiné à ceux qui veulent l'écouter tout simplement. Il n'y a pas d'âge pour écouter le rap. En ce qui concerne les filles, je dirai que leur place au sein du rap reflète celle qu'elles ont dans la société. Comme au sein de la société, les filles et les garçons ne sont pas placés sur la même échelle, c'est la société qui veut cela, on ne va pas se mentir. Pourtant il y a de très bonnes rappeuses comme Casey qui ont un véritable talent. Elles ont largement le niveau. Personnellement je considère que Diam's en est aussi un exemple, j'apprécie sa qualité d'écriture.

Est-ce que l'on peut dire que le rap est une musique de machos? Est-ce que cela reste un système fermé aux filles?

C'est une question de point de vue. A mon avis non, cela reste ouvert. Mais je préciserai que les filles en effet ont plus de mal à percer dans le milieu que les garçons. Pour certains amateurs de rap, en apparence, une fille qui rappe ce n'est pas forcément beau.

Il semblerait qu'il est plus difficile pour les filles de s'intégrer dans un milieu d'hommes que l'inverse?

Cela a toujours été comme cela, c'est la société.

Il faut que cela change!

Je suis d'accord avec vous mais c'est à qui de faire changer les choses?

A nous!

C'est à tout le monde, c'est dans les deux sens. Si une fille veut rapper, qu'elle rappe, il n'y a pas de souci.

Mais vous croyez vraiment que les filles ne percent pas parce que ce sont des filles et que c'est moins bien ou simplement parce que dans cette société c'est beaucoup plus facile pour un homme de percer?

Pour moi une fille si elle est forte, elle perce. La preuve vous avez des Diam's, des Casey, des Keny Arkana, c'est une chanteuse talentueuse. On n'en parle pas beaucoup mais il y a pas mal de talents féminins.

Le rap au départ c'est une expression de garçons et par la suite les filles sont venues s'y introduire?

C'est clair. A la base, le rap c'est pour revendiquer quelque chose, donc les filles je vous dirai pas qu'elles n'ont rien à revendiquer, mais bon c'est souvent plus lié à des notions de sentiments.

Vous voulez dire qu'elles préfèrent parler de leurs histoires de cœur ou de leur vécu? Comme Vitaa?

Voilà, pour moi après c'est du RnB¹ plus du rap. A la base, le rap c'est pour revendiquer ce qui se passe dans les quartiers, il a commencé comme cela. C'est une musique revendicatrice. Cependant les rappeurs racontent aussi leur vécu. Je peux prendre l'exemple de Kerry James qui a eu un vécu de «malade».

Quelles sont vos qualités et quelle est votre originalité?

C'est difficile de répondre. Je pense que c'est mon style d'écriture. Si je fais de la musique c'est pour donner un point de vue et transmettre un message avant tout. J'essaie d'être le plus vrai possible et de faire un rap réfléchi, conscient. Je ne suis pas là pour rapper et répéter à tout va: «93 mon ghetto...». Bon cela nous arrive des fois bien sûr, mais on ne se focalise pas là-dessus.

Quels sont vos modèles musicaux, philosophiques, littéraires...

A vif, je vous répondrai Ali de Lunatic, Medine, Soprano. Ils disent des choses. C'est du rap réfléchi, intelligent. Au niveau textuel, ils sont très forts. Il faut véritablement chercher pour comprendre, c'est limite si il ne faut pas un bac + 5 pour comprendre... (Rires). Sérieusement, ils savent manier la langue française, les métaphores, les figures de style. Ils savent faire des sous-entendus, j'apprécie leur subtilité et finesse d'esprit: «tuer à petit feu». Je ne suis pas pour les attaques sémantiques trop directes.

Enfin, peut-on vivre du rap à votre avis aujourd'hui?

C'est très difficile de vivre du rap, car pour cela il faut sortir du lot, il faut se démarquer de ce qui se fait. Les rappeurs qui s'en sortent ce sont ceux qui ont une véritable personnalité et originalité.

Propos recueillis par Islem, Audrey, Ingrid, Hawa et Ballakissa

1. Genre musical apparu dans les années 90 qui avait pour but de mélanger le hip-hop à de la soul et du funk.

J'vis à Blanc-Mesnil, tu connais l'nom d'ma ville
J'dis pas qu'elle est magnifique, mais tous nos flows
sont magiques

Depuis tout petit elle me voit grandir
Talents et développement c'est le son sans violence
Tu connais mon apparence, mon pays c'est la France
Ma ville c'est Blanc-Mesnil, Paul Cézanne où je vis,
Tu sais que PHL c'est la où je traîne... (Place Hassan
Larrage)
Pour Talents et développement, j' viens rapper sans
haine

Diégo, 14 ans

Ma ville Blanc-Mesnil, où je vis depuis tout petit
Blankok c'est ma ville et je ne l'ai jamais trahie
Talents et Développement, j'viens développer mon talent
Je ne pose pas pour le succès mais pour mon quartier
J'représente la cité, la où je suis toujours posé
Blankok nord c'est que du son hardcore
Blanc-Mesnil la où je suis né, où je veux en terminer
depuis l'âge de l'adolescence j'connais que la violence
... que la violence

Ringla : 14 ans

Ma ville Blanc-Mesnil, où je vis depuis tout petit
Blankok c'est ma ville et je l'ai jamais trahie
Talents et développement, j' viens développer mon
talent

J' pose pas pour le succès mais pour mon quartier
J' représente ma cité où j' suis toujours posé
Blankok nord c'est que du son hardcore
Blanc-Mesnil où je suis né, où je veux en terminer
Depuis l'âge de l'adolescence j' connais que la vio-
lence... que la violence

Rlingo, 14 ans

Talents et développement c'est l' nom d' l'assoc
On vient représenter Blankok, on vient mettre la sauce
Cent cinquante quatre vingt treize viens viens dans la
Tess... (cité)

Blanc-Mesnil c'est ma ville

J'y passe des bons moments comme j'en passe des mau-
vais

Un jour on s' tape des barres, un jour on lair-ga (galère)
L' nord d' la ville tu connais, j'y suis abonné

J' connais la tour et tous ces alentours

La place et la barrière, la place et la barrière

Rixso, 15 ans

Ma ville Blanc-Mesnil, là où on fonce dans l'mil
PHL mon cartel, c'est là où on traîne
L'équipe toujours déter (déterminé) de la ce-pla à la
barrière

Le texte sors de ma poche, si je le sors je t'amoche
TLS l'altesse... (Tilleuls)

Mamso au micro j' m'adresse

La hass là où ça te blesse (misère)

Au micro Blankok on a les crocs

J' te dis c' que j' vois dans l' rétro

Mamso, 13 ans

Boolady's représente Blankok

Tous les quartiers toutes les cités

Blanc-Mesnil unissons nos forces ...

... Pour pouvoir avancer

Tous nos frères s'entraident, les plus grands relèvent les
plus petits

C'est ma ville j'veux qu'elle brille

Ce son représente Blanc-Mesnil

Halima, 16 ans, chanteuse

BLK restera ma city (blankok)
Dans les bons moments comme dans les pires
Quand ça s' tape et quand ça tire
Les grands reste nos exemples on les admire
Toi qui essaye de faire bouger les choses comme nous
Soit adepte des bonnes actions c'est déjà beaucoup
Rien ne brille plus, essaie de kicker (te battre) pour
l'unité.



Graphs de Mer.1

BLK restera ma city ... (Blankok)

Dans les bons moments comme dans les pires

Quand ça s' tape et même quand ça tire

Les grands restent nos exemples on les admire

Toi qui essayes de faire bouger les choses comme nous

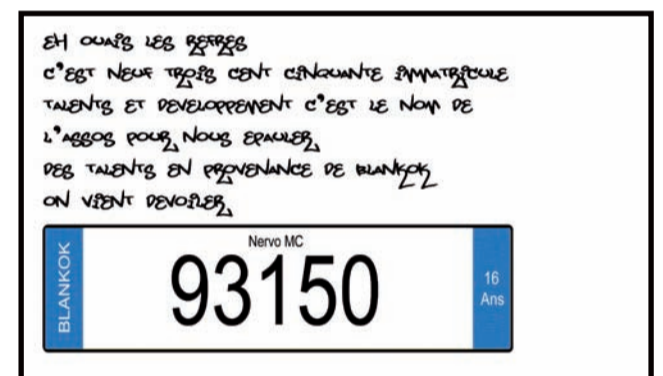
Soit adepte des bonnes actions c'est déjà beaucoup

Rien ne brille plus, essaie de kicker (te battre) pour

l'unité, l'unité.

Amel, 18 ans

Extraits de texte...



Éh ouai les re-fré (frères)

C'est neuf trois cent cinquante immatriculé

... Talents et développement c'est l' nom de l'assoc
pour nous épauler

des talents en provenance de Blankok on vient dévoiler

Nervo MC, 16 ans

Talents et développement, t'inquiète on développe ça...

MOH, 16 ans

«Blankok nord et sud dans tes tympan»

K.nibal, rappeur d'H2R

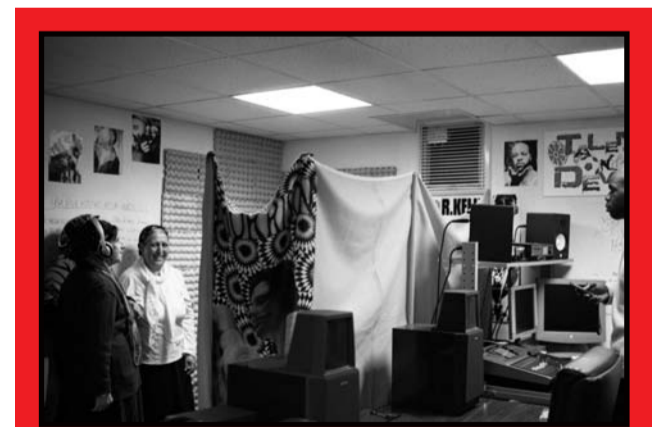


Photo Joss Dray

Le collectif *Quelques uns d'entre nous* a aussi pu bénéficier du dispositif professionnel et de l'accompagnement amical de Talents et développement pour enregistrer le titre de la chanson qui ouvre le DVD de la pièce *Le bruit du monde m'est rentré dans l'oreille* paru à l'occasion de la publication du recueil du texte aux éditions L'Harmattan. Cette chanson, *Burnous*, a été travaillée dans le cadre de l'atelier de chant de Joséphine Lazzarino.

À la recherche de SES racines

«Dans la culture sud-américaine, il y a toujours eu la culture afro-américaine»

• musique

Interview de Minino Garay, réfugié culturel

C'est un costaud gaillard aux longs cheveux noirs. Son accent espagnol prononcé lui donne beaucoup de charme. Il s'intéresse particulièrement aux cultures africaines: «Dans la culture sud-américaine, il y a toujours eu la culture afro-américaine». Son talent de percussionniste lui a permis d'aller rencontrer plusieurs artistes maliens comme Babani Koné, Salif Keita, Oumou Sangaré et, au Maroc, de travailler avec les Gnaoua. Le musicien argentin voyage souvent pour s'ouvrir à de nouvelles musiques. Lors de son concert à l'espace Renaudie, à Aubervilliers, le 10 novembre dernier, il a invité un joueur de djembé sénégalais à improviser un morceau avec lui.

Son groupe témoigne aussi de ce métissage. Son guitariste est argentin et chante un blues du nord du pays. Le pianiste et le trompettiste sont français, métissés. Minino Garay a invité un «Peru Negro», descendant des esclaves noirs du Pérou, à jouer du *cajon*, une simple caisse en bois trouée d'un côté et avec une corde à l'intérieur sur lequel s'assied le percussionniste. Le *cajon* remonte au temps de l'esclavage. Les Africains ne parlaient pas la même langue et les tambours étaient interdits. Pour communiquer, ils ont utilisé les caisses de poissons qu'ils déchargeaient des bateaux.» Le *cajon* est un instrument tellement ancien qu'il a influencé le flamenco dont il fait maintenant partie» dit Minino Garay, qui affirme être le premier à avoir utilisé le *cajon* en France.» Je suis allé chercher des choses perdues dans mon propre continent, explique-t-il, c'est hallucinant de voir que les racines restent après tout ce temps !»

Minino Garay est un percussionniste argentin arrivé en France à l'âge de 21 ans, en 1990. Il n'a pas fui pour des raisons politiques même si, adolescent, il a vu les siens souffrir de la dictature, comme beaucoup de Sud-Américains exilés. Minino a choisi la France pour un «exil culturel, pour chercher des cultures différentes». Sa passion



Photo Joss Dray

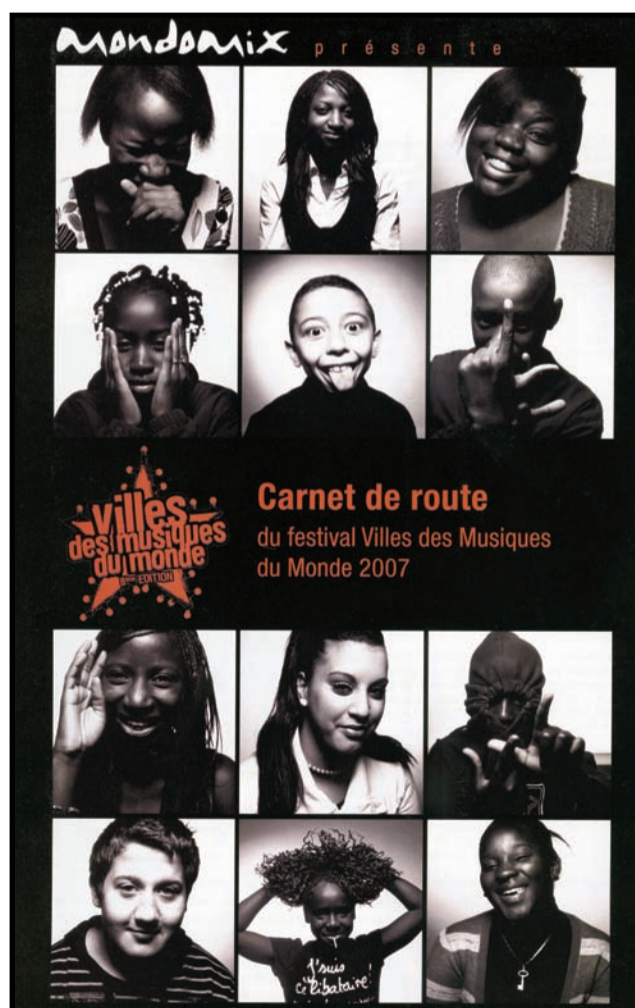
pour la musique lui vient de son oncle qui tenait un orchestre de bal. «A 14 ans, dit-il, c'était déjà ma vie d'aller jouer dans les bals». Sa «mama», professeur de langues à l'université, l'obligeait à aller en cours même s'il rentrait parfois à 3h du matin. «Elle tenait à ce que je fasse des études. Elle m'a même envoyé au conservatoire pour apprendre la musique !» rigole Minino.

Il quitte l'Argentine pour la France «parce que c'est un pays où je peux faire des choses que je ne peux pas faire là-bas» mais il a «tout gardé» de son identité latino-américaine.

Pendant le festival, Minino a animé un atelier de trois jours autour du *cajon* avec les jeunes d'Aubervilliers et de Villetanneuse. Les jeunes ont fabriqué leur propre instrument et se sont produits sur scène pendant le concert de Minino. Celui-ci les a mis en valeur en leur permettant d'exprimer leur culture urbaine à travers le rap, en le mélangeant à la musique sud-américaine. En janvier, Minino Garay participera au festival de Cosquin, diffusé à la télévision en Amérique du Sud. Une sorte de consécration ! «Ma carrière, je l'ai faite en Europe, conclut-il, mais être reconnu dans mon pays est très important, c'est comme un arbre qui retrouve ses racines...».

Propos recueillis par Ballakissa, Fatou, Orkia, Islem et Hawa.

Entretien publié dans Mondomix n° 26, janvier-février 08.



AGENDA

les rendez-vous à ne pas manquer

- A la maison des Tilleuls**
Vendredi 6 juin à 18h: réunion de bilan de *Vu d'ici*, ouverte à tous, nous y débattons de l'avenir du journal. Vous êtes intéressé pour rejoindre l'équipe de *Vu d'ici*, alors n'hésitez plus, rendez-vous à la maison des Tilleuls.
Vendredi 6 juin à 10h: réunion du groupe CILDA. Bilan des actions autour des discriminations, perspectives du collectif pour l'année à venir. Ce collectif est ouvert à tous et toutes.
Jeudi 26 juin à 20h: dans le cadre de la 'café' citoyenne, un spectacle humour avec *Los Blédos*, comédiens issus du Jamel comédie show. Ils reviennent pour la deuxième fois à la maison des Tilleuls.
Mercredi 2 juillet à 14h: réunion du groupe de travail sur le racisme en présence de Joëlle Bordet, psychosociologue au CSTB. Ce groupe peut encore s'enrichir de la présence d'autres personnes. Nous souhaitons préparer une conférence pour octobre à l'occasion des Assises de la ville prévues les 10 et 11 octobre 2008.
- Au Forum – 1/5, place de la Libération – 93150 Blanc-Mesnil. Tél. 01 48 14 22 00**
Mercredi 4 juin à 20h30: concert rap et rock: Casey, Serge Teyssot-Gay et Zone Libre.
Mercredi 11 juin: *Le bruit du monde m'est rentré dans l'oreille* sera de nouveau au Forum, précédé de la représentation théâtrale des jeunes, *Ali au pays des Tilleuls*, à partir de **19h30. (Entrée libre)**
Mardi 24 juin à partir de 18h30: Présentation de la prochaine saison culturelle.
- Au parc Jacques Duclos – Tél. 01 45 91 70 70**
Samedi 21 juin à partir de midi: fête de la musique et fête des associations. Vous pourrez retrouver l'ensemble des associations de Blanc-Mesnil. Informations, animations, spectacles, restauration sont au rendez-vous pour cette rencontre festive annuelle.
- A Blanc-Mesnil – Tél. 01 45 91 70 70**
Dimanche 13 et lundi 14 juillet: Fête nationale. Kermesse démocratique et festivités. Comme tous les ans, le bal, le feu d'artifice, les stands associatifs et politiques. Balades en vue pour ces deux jours.
- A Blanc-Mesnil, Paris, La Villette**
Juillet-août: Programmation «quartier d'été». De nombreuses animations, soirées, spectacles, cinéma, gratuits. Demander la programmation à la maison des Tilleuls qui s'y associera en proposant: sorties, soirées, animations, repas de quartier... Projets en cours, renseignez vous à l'accueil.
- Au Chapiteau de la Fontaine aux images – Stade Roger Caltot – Av. de Sévigné – 93390 Clichy-sous-Bois. Tél. 01 40 03 75 30 – www.appeldes93.fr**
Samedi 7 juin à 19h: *Le coeur du monde* par la Fox compagnie (Bobigny) autour du personnage de Don Quichotte. Mama Kellé s'autoproclame *Dona Quichotta de la Seina* après avoir trouvé le roman de Cervantès dans une poubelle. Mise en scène, Michèle Renard. Suivi d'un spectacle de Armand Gatti (*La parole errante*, Montreuil) sur juin 68. Une mère de famille, une étudiante, un professeur, un métallurgiste, un travailleur immigré... endossent le rôle de Don Quichotte pour répondre à la mort d'un lycéen. Inscription à la maison des Tilleuls: 3 euros.
- A la Cité nationale de l'histoire de l'immigration**
 293, avenue Daumesnil – 75012 Paris. Tél. 01 53 59 64 30
Du 6 mai au 7 septembre 2008: Exposition temporaire: *1931. Les étrangers au temps de l'exposition coloniale*. Première exposition temporaire produite par la Cité. Elle évoque la situation des immigrants étrangers et coloniaux en France métropolitaine, en 1931. Dans cette période de l'entre-deux guerres, deux images contrastées s'imposent: la glorification de l'Empire colonial français et de sa «mission civilisatrice» avec l'exposition coloniale du bois de Vincennes d'une part;

La **boxe**: un sport de réflexion et d'intelligence

● sport

La boxe est un sport de combat qui permet à deux individus de s'affronter de manière réglementée sur un ring, avec humilité, sagesse et surtout respect et fair-play.

Il y a deux types de boxe: la boxe de pieds et poings et la boxe anglaise qui se caractérise seulement par des enchaînements aux poings à partir du haut de la ceinture jusqu'au visage.

Comment s'effectuent les combats ?

Les combattants sont pesés et combattent selon un même poids qui peut varier de deux à trois kilos de différence au maximum. Généralement, ils s'affrontent durant un même nombre de combats effectués pour éviter qu'il n'y ait une nette domination d'un adversaire, mais ce n'est pas toujours le cas.

Cette discipline qui est parfois dénigrée est considérée comme violente par certaines personnes. Moi je dirai plutôt que celle-ci est un art. C'est justement l'art de toucher son adversaire tout en essayant de se faire toucher le moins possible. Malgré ce que l'on pourrait croire, c'est



un sport qui demande réflexion et intelligence de combat. Ceci se définit par une tactique: adapter sa boxe en fonction de son adversaire.

A savoir que la boxe est l'une des disciplines les plus dures mentalement et physiquement. Que ce soit pour les amateurs ou pour les professionnels, il y a un énorme travail à fournir. Donc respectons la boxe et toutes les disciplines sportives.



Qu'est-ce que la boxe m'a apporté ?

Elle m'a apporté un équilibre, un respect vis-à-vis d'autrui, en gros une façon de se comporter. Elle m'a apporté aussi une certaine rigueur et une bonne hygiène de vie par sa pratique régulière.

Paly

Photos Joss Dray



AGENDA suite

La présence de 3 millions d'étrangers en France qui en font le premier pays d'immigration au monde, d'autre part.

En complément de l'exposition: cycle de films, de conférences, ateliers, promenades urbaines...

Du 4 au 6 juillet, un cycle de films de fiction réalisés dans les années 30: *Jean Renoir, cinéaste des années 1930* et *Les cinéastes étrangers en France*:

– *Toni*, Jean Renoir, le samedi 5 juillet,

– *L'âge d'or*, Luis Buñuel, le dimanche 6 juillet (sous réserve),

– *Mauvaise graine*, le dimanche 6 juillet.

Un cycle de conférences revisite le parcours de l'exposition à travers certaines de ses thématiques:

l'Exposition coloniale et l'air du temps, la place centrale des étrangers dans la vie artistique, le quotidien de l'immigration dans le 12^{ème} arrondissement parisien, la montée de la xénophobie dans la société française.

Toutes les conférences sont en **accès libre** (dans la limite des places disponibles) et ont lieu dans l'auditorium.

Pour prolonger ou aborder différemment l'exposition plusieurs activités sont proposées, aux groupes en semaine, et à un public familial le week-end.

Plus d'infos: www.histoire-immigration.fr

Vu d'ici à la maison des Tilleuls

7, square Maurice Audin

93 150 Blanc-Mesnil

TÉL. 01 45 91 97 00

SITE <http://vudici.maisondestilleuls.org>

MAIL vudici@maisondestilleuls.org

Vu d'ici

Président d'honneur: Hervé Bramy

Directrice de la publication et de la rédaction:

Zouina Meddour

Rédactrice en chef: Marina Da Silva

Responsable iconographie: Joss Dray

Photos: Joss Dray, Samir Hadj Belgacem, Amel Pain,

Agence IM'média, Cilda, mdT. Illustrations Mer.I.

Ont participé à ce numéro: Mogniss H. Abdallah, Aïcha,

Farida Aoudia, Audrey, Anne, Ballakissa, Sabrina

Bousekkine, Cheikh, Colette, Djourha, Fazia, Fatou, Hawa,

Isa, Ingrid, Islem, Zouina Meddour, Albert Mériaux,

Naïma, Françoise Oliva, Orkia, Allégra Owassa, Ourida,

Paly, Rachid, Reda, Sophie, Souad, Touriya, Farid Taalba.

Avec la contribution de Samir Hadj Belgacem,

Alain Lepert et Olivier Noël.

Conception maquette: Costanza Matteucci

Réalisation: Frédéric Schaffar

Impression: Stipa – 4M Impressions 93 189 Montreuil

Vu d'ici s'arrête...

Comme il l'est rappelé tout au long de ces pages, l'expérience de **Vu d'ici**, en journal papier, s'interrompt avec ce numéro 9.

Nous en gardons le site ouvert et invitons tous ceux et celles qui sont intéressés à y participer à se manifester auprès de la maison des Tilleuls (contact: Colette).

Nous remercions vivement tous ceux et celles qui nous ont apporté leur soutien tout au long de cette aventure, notamment en répondant à notre appel à dons. Si la somme recueillie, 400 euros, est modeste (nos lecteurs l'étant en général aussi!), elle nous aura néanmoins permis de mesurer qu'avec nos faibles moyens de diffusion le journal faisait sens pour nombre de ses lecteurs.

Chronique d'une insécurité ordinaire : les discriminations

• tribune libre

La Déclaration des droits de l'Homme de 1789, le préambule de la Constitution de 1946 et l'article premier de la Constitution de 1958 interdisent toute discrimination fondée sur la «race». Les discriminations à caractère raciste remettent donc en cause un des principes fondamentaux de l'Etat de droit et fragilisent le modèle d'une société républicaine et démocratique assurant à chacun l'égalité en droits. Malgré l'importance des normes nationales et supranationales, la France n'a «découvert» qu'à la fin des années 90, la réa-



Paris 1983, arrivée de la marche pour l'égalité des droits.
Photo Joss Dray

lité de telles pratiques discriminatoires socialement tolérées et admises sur son sol. Comment expliquer cette reconnaissance tardive? Quelle a été la face cachée du modèle français d'intégration? Qu'est-ce que masque la récente évolution de la rhétorique publique autour de la promotion de la diversité?

C'est au début des années 80 que les jeunes improprement nommés «issus de l'immigration» font leur double apparition sur la scène publique: dès 1981, les «rodéos» des Minguettes, premier signe de révolte urbaine, annoncent déjà celles de l'automne 2005 qui n'en sont qu'un écho lointain et amplifié; mais aussi dès 1983, les «marches pour l'égalité contre le racisme»¹. Face à ces revendications d'égalité de traitement, les gouvernements successifs, considérant avant tout les immigrés et leurs descendants comme un problème, ont opposé une politique dite d'intégration. Cette politique s'est réfugiée derrière un modèle performatif, aveugle aux raideurs de la société d'installation. Et il faudra attendre l'année 1998 pour que le gouvernement français reconnaisse enfin l'existence sur son sol de discriminations raciales, sous la pression conjointe de travaux sociologiques et surtout des nouvelles contraintes normatives imposées par l'Union européenne (Traité d'Amsterdam en 1997). Avec les directives européennes de 2000 et la loi de lutte contre les discriminations du 16 novembre 2001, une politique effective a commencé à porter ses fruits favorisant la prise de conscience du caractère massif et systémique des discriminations et donnant lieu à quelques procès, notamment de grandes entreprises.

L'année 2004 marque cependant un tournant. Au moment même où sociologues et responsables de la politique de lutte contre les discriminations pointent que l'occultation du phénomène discriminatoire est grande chez les décideurs économiques et que ces derniers s'impliquent peu dans le traitement de cette question, une campagne médiatique affiche un soudain engagement autour de la promotion d'une «charte de la diversité». Mais que masque ce subtil glissement sémantique? Au

premier abord, on pourrait penser que c'est la même chose. Pourtant, lorsque l'on y regarde de plus près, le glissement n'est pas seulement sémantique, il est éminemment politique et n'est pas sans conséquence pratique. En substituant la lutte contre les discriminations, fondée sur l'égalité de traitement et les principes de l'Etat de droit, par la promotion de la diversité, la politique publique s'appuie désormais sur la notion consensuelle d'«égalité des chances», inspirée par les principes de l'économie libérale. Ce tournant est largement accompagné et suscité en France par le lobbying de l'Institut Montaigne², une importante médiatisation de son premier rapport paru en janvier 2004³ auquel vient faire écho le rapport de Claude Bébéar⁴ remis en novembre 2004 à Jean-Pierre Raffarin et la mise en place d'une Charte de la diversité largement relayée alors par le Ministre délégué à la promotion de l'égalité des chances, Azouz Begag.

La promotion de la diversité et l'égalité des chances présente l'avantage indéniable de séduire les acteurs les plus réticents à la prise en compte des discriminations, notamment les chefs d'entreprises et les élus politiques. Cet engagement des décideurs économiques et politiques n'est pas contestable en soi mais il est critiquable sur au moins deux points s'il est envisagé comme seul axe de la politique publique. Le premier, c'est que les notions d'égalité des chances et de diversité n'ont aucun fondement juridique. Le risque est donc grand de relativiser le caractère illégal des pratiques discriminatoires. Le deuxième risque, qui lui est corrélé, c'est de participer ainsi à une nouvelle forme d'occultation de la réalité discriminatoire et d'ignorer la souffrance quotidienne, l'atteinte à la dignité de ceux et celles qui vivent dans l'insécurité quotidienne de se confronter à cette logique d'élimination sociale.

La cristallisation de la question de l'insécurité dans les banlieues et la focalisation médiatique sur les jeunes, lors des révoltes urbaines de l'automne 2005, marque une réactivation de la thématique des «classes dangereuses» fixant ainsi, sur un groupe déterminé, ce que la société porte en elle-même comme insécurité. Dans ce contexte, il nous semble important de souligner le fait que dans leurs recherches d'emploi ou de stages, les jeunes sont confrontés simultanément à des critères de sélection légitimes (niveau de formation, motivation, flexibilité) en même temps qu'à des critères discriminatoires illégitimes (origine, patronyme, apparence physique, appartenance religieuse, lieu d'habitation). Si les premiers traduisent les effets d'une insécurité sociale entendue au sens d'une dégradation généralisée des conditions d'insertion de la jeunesse des classes moyennes et populaires, la seconde série de critères alimente une forme d'insécurité civile⁵, définie comme une atteinte à l'intégrité des biens et des personnes, venant redoubler les effets de la première.

Cette situation exacerbe le sentiment d'injustice de la jeunesse et la conduit à contourner par exemple le dispositif d'apprentissage⁶, favorable à une insertion professionnelle réussie au profit d'autres dispositifs qui constituent, de fait, des espaces de relégation sociale. Par anticipation de réactions racistes et de pratiques discriminatoires

réelles ou supposées, ils contribuent à la stabilisation du système discriminatoire. Cela signifie que le «système discriminatoire» peut agir sans qu'il y ait de «fait discriminatoire» dès lors que se construisent des barrières symboliques, mais bien réelles, d'accès à certains secteurs d'activité et métiers spécifiques. Cette situation interroge largement la responsabilité des acteurs publics en charge de la jeunesse en voie désaffiliation⁷.

Ces observations viennent souligner l'impérative nécessité d'un travail de proximité et d'écoute des insécurités sociales et civiles vécues par les jeunes accueillis en ne se contentant plus d'orienter une demande exprimée, mais en créant les conditions pour fabriquer au plus près du terrain un accès effectif au droit. Sans tomber dans l'illusion d'une toute puissance du droit, une logique de qualification juridique des faits «par le bas» permettrait de sortir des deux excès possibles: celui fréquent de la disqualification juridique des discriminations effectives comme celui de la surqualification de situations considérées à tort comme discriminatoires par les jeunes. Il est sans doute plus que jamais l'heure que des collectifs de citoyens se saisissent de cette question pour réparer une injustice profonde car l'on ne peut raisonnablement considérer que la HALDE (Haute Autorité de Lutte contre les Discriminations et pour l'Égalité) parviendra, à elle seule, au regard des moyens qui sont actuellement les siens, à redonner toute sa crédibilité à la menace de sanction en direction de ceux qui considèrent pouvoir discriminer en toute impunité. La lutte contre les discriminations est un enjeu de cohésion sociétale fondamentale, aussi nous paraît-il illusoire d'envisager la résolution de ce problème public par une simple substitution des vertus supposées de l'Etat de droit (l'égalité républicaine formelle) par les vertus supposées du Marché (le modèle de l'égalité des chances et de la promotion de la diversité) car tous deux relèvent d'une même logique... performative.

Olivier Noël,
Sociologue IS CRA

(Institut Social et Coopératif de Recherche Appliquée)

1. Ces marches ont été improprement appelées «marches des Beurs», alors que les manifestants revendiquaient d'être considérés comme des «citoyens égaux», des «Français à part entière».
2. L'Institut Montaigne créé fin 2000 par le président du conseil de surveillance du groupe AXA, M. Claude Bébéar, se définit comme «un laboratoire d'idées, Think tank indépendant et pionnier en France, dépourvu de toutes attaches partisans [dont] les recommandations font ensuite l'objet d'un lobbying actif auprès des décideurs publics».
3. Sabeg Y., Mehaignerie L., Les oubliés de l'égalité des chances. Participation, pluralité, assimilation... ou repli?, Institut Montaigne, janvier 2004.
4. Bébéar C., Les entreprises aux couleurs de la France, rapport au premier Ministre, novembre 2004.
5. Castel R., L'insécurité sociale. Qu'est-ce qu'être protégé?, Paris, La République des idées, Seuil, 2003.
6. Noël O., Idéologie raciste et production de systèmes discriminatoires dans le champ de l'Apprentissage, In: Lise Gagnard (Coord.) dossier: racisme et travail, Travailler, n°16, 2006, pp.15-35; Noël O., Pour une politique d'égal accès à l'Apprentissage, Agora Débats-Jeunesse, n°32, 2003, pp.64-76.
7. Noël O., Jeunesses en voie de désaffiliation: une sociologie politique de et dans l'action publique, Paris, L'Harmattan, 2004.